

LE MILITANT ROUGE

Organe théorique
= et historique =
des insurrections

 1926.

CAMÉLINAT, DIRECTEUR

N° 5

2^e ANNÉE

MARS 1926

PRIX: 1 FR.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| <i>La Rédaction</i> | 197 |
| Lenine. — A la Mémoire de la Commune | 199 |
| Marxisme et Insurrection | |
| FREDÉRIC ENGELS. — <i>Théorie de la violence (Anti-Dühring) (Suite)</i> | 203 |
| PAUL RAYMOND. — <i>Marine et Révolution</i> | 208 |
| Histoire des Insurrections Proletariennes. | |
| G. LAZIANER (d'après Thikhomosoff). — <i>L'insurrection bulgare de 1923</i> | 212 |
| J. Vallès. — 18 Mars | 213 |
| L'Impérialisme et les Peuples Coloniaux. | |
| ALAIN GEYER. — <i>La Chine</i> | 219 |
| LADARDE. — <i>La guerre au Maroc</i> | 226 |
| DUBRAT. — <i>La situation en Syrie</i> | 229 |
| Alexandre Blok. — Les Scythes | 231 |
| Le Fascisme. | |
| NOGÈRE. — <i>Le fascisme en France</i> | 234 |
| SCAPA. — <i>La marche sur Rome</i> | 238 |
| <i>Chronique</i> | 242 |
| <i>Bibliographie</i> | 244 |

HORS-TEXTES ET ILLUSTRATIONS.

Adresser la Correspondance à Georges E. STOCK
1, Rue Carnot, LEVALLOIS-PERRET (Seine)
Chèque Postal 860-59

MARS 1926

No 5

LE MILITANT ORGANE THEORIQUE ET HISTORIQUE DES BROUËE INSURRECTIONS

« Celui qui est contre la révolte, qui ne se prépare pas pour la révolte, celui-ci doit être rejeté sans pitié, en dehors des rangs des partisans de la Révolution. Celui-ci doit aller rejoindre les adversaires, les traîtres ou les lâches, car le jour approche où les conditions de la lutte exigeront de nous que nous reconnaissons à ce signe nos amis et ennemis ».

LENINE.

**

La Société des Nations

1) Attribution des sièges au Conseil de la S. D. N.

L'Angleterre veut l'admission de l'Allemagne au Conseil de la Société des Nations;

La France, pour contrebalancer cette influence — question de majorité — revendique l'admission au même titre de son alliée la Pologne.

2) Commission des Mandats.

L'attitude de la France en Syrie reçoit de la Commission des mandats entière approbation.

De plus en plus il s'avère donc que l'unité de vue ne s'affirme dans

la S. D. N. que s'il s'agit d'affermir les positions internationales des classes dominantes de l'Europe. (endiguement du mouvement ouvrier, lutte contre l'indépendance des peuples coloniaux). En d'autres cas, la S. D. N. sert effectivement de terrains de rencontre aux impérialismes concurrents. Ceci explique son impuissance dans le passé..., et, dans un proche avenir, en partie en motivera la mort.

Le Conflit Minier en Angleterre

D'une part les propriétaires des mines exigent une diminution des salaires, une augmentation de la journée de travail. D'autre part, les mineurs réclament la nationalisation des mines. Le gouvernement a constitué une Commission d'Enquête dont le rapport conclut contre la nationalisation du charbon. Dès lors, la crise va s'aggravant. Le prolétariat minier paraît peu décidé à souscrire aux conclusions de ce rapport. Une lutte se prépare qui ne sera pas sans un profond retentissement sur la vie économique, donc politique, du pays.

La Situation en France

1) *Accroissement de la vie chère.* En trois mois l'indice de vie est passé de 440 à 480. Salaires, traitements se font de plus en plus insuffisants. Le pays semble se réveiller. La région parisienne et aussi la province sont le siège de larges mouvements de revendications (bâtiment, fonctionnaires, petits commerçants). A noter le fait nouveau que fut la grève du 3 mars, qui marqua l'entrée du petit commerce (fraction importante de la classe moyenne) dans la lutte.

2) *La guerre du Maroc et de Syrie.*

Outre le renforcement habituel des opérations au retour du printemps (offensive, etc...), le commandement envisage une considérable extension des opérations. Les envois de troupes se multiplient... le nombre des victimes, lui aussi s'accroît!!... Sans compter les crédits nouveaux inmanquablement indispensables à la réalisation du nouveau plan. Est-ce là la dernière trouvaille du capitalisme français pour « sauver » la France?

3) *La Crise Financière.*

Chaque jour, plus évidemment sans issue, la crise financière est le centre de gravité de l'équilibre politique du pays.

Projets financiers (Doumer) alourdissant les charges fiscales de la masse, épargnant les intérêts de la finance et de la grosse industrie..., dissociations nouvelles, à leur propos des coalitions politiques, chute du ministère, recherche du financier « Sauveur »!... A la vérité... de solution ou même d'espoir de solution... aucun!

Nous savons que sur les bases de l'ordre économique capitaliste, il ne saurait y en avoir... Le prolétariat a déjà indiqué les siennes... La situation actuelle, dans son ensemble, est de celles qui annoncent les situations révolutionnaires. Pour la bourgeoisie, agonie plus ou moins longue; pour la classe ouvrière unie, l'heure où ses solutions à elle, elle les imposera.

LA RÉDACTION.

A LA MÉMOIRE DE LA COMMUNE

N. LÉNINE

Le 18 mars 1871, le peuple de Paris insurgé proclamait la Commune. En ce jour anniversaire, il convient de rappeler les lignes où Lénine précisa ce que la tradition révolutionnaire du prolétariat doit à la Commune!

Quarante ans se sont écoulés depuis la proclamation de la Commune de Paris. Selon la coutume établie, le prolétariat français a célébré dans des meetings et des manifestations, le souvenir des grands hommes de la Révolution du 18 mars 1871. Vers la fin du mois de mai, il ira déposer des couronnes sur les tombes des communards fusillés, victimes de la « Semaine Sanglante », et renouvellera le serment de lutter sans trêve jusqu'au triomphe définitif des idées de ces héros, jusqu'à l'entier accomplissement de la tâche qu'ils lui ont léguée.

Pourquoi donc le prolétariat de France et du monde entier honore-t-il dans les hommes de la Commune de Paris ses précurseurs? Et en quoi consiste l'héritage de la Commune?

La Commune est sortie d'un mouvement des masses populaires. Personne ne l'avait préparée consciemment et systématiquement. Une guerre malheureuse contre l'Allemagne, les tourments du siège, le chômage parmi le prolétariat, la ruine de la petite bourgeoisie, l'indignation du peuple contre les hautes classes et les chefs qui s'étaient montrés absolument incapables, une confuse effervescence dans la classe ouvrière mécontente de sa situation et tendant vers un autre régime social, la composition réactionnaire de l'Assemblée Nationale, qui faisait craindre pour le sort de la République : toutes ces causes et beaucoup d'autres poussèrent la population parisienne à la révolution du 18 mars qui, d'une manière inopinée, fit passer le pouvoir aux mains de la garde nationale, de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie qui s'y rattacha..

Ce fut un événement comme on n'en avait jamais vu dans l'Histoire. Jusqu'alors, le pouvoir était détenu par les propriétaires et les capitalistes, c'est-à-dire par leurs hommes de confiance, qui formaient ce qu'on appelle le gouvernement. Après la Révolution du 18 mars, quand le gouvernement de M. Thiers se fut enfui de Paris avec ses troupes, sa police et ses fonctionnaires, le peuple resta seul maître de la situation et le pouvoir passa au prolétariat. Mais dans la société moderne, le prolétariat, économiquement asservi par le capital, ne peut dominer en politique sans briser préalablement les chaînes dont l'enferme le capital. Voilà pourquoi le mouvement de la Commune devait nécessairement prendre la couleur du socialisme, c'est-à-dire tendre au renversement de la bourgeoisie, du capital, à la destruction des bases mêmes du régime social moderne.

Au début, ce mouvement fut extrêmement confus et indéterminé. Il rallia des patriotes qui espéraient que la Commune recommencerait

la guerre contre les Allemands et la mènerait jusqu'à la victoire; il groupa des petits boutiquiers que menaçait la ruine s'il n'était pas sursis aux échéances de traites et au paiement du terme (ce sursis, que refusait le gouvernement, fut accordé par la Commune). Enfin, dans les premiers temps, il obtint même certaines sympathies du côté des républicains bourgeois, qui craignaient que l'Assemblée Nationale réactionnaire (composée de « campagnards », de farouches propriétaires) ne rétablît la monarchie. Mais le rôle principal fut joué par les ouvriers (surtout par les artisans de Paris), chez lesquels, dans les dernières années du second Empire, la propagande socialiste avait été très active, et dont un grand nombre appartenaient même à l'Internationale.

Seuls, les ouvriers restèrent fidèles à la Commune jusqu'au bout. Les républicains bourgeois et petits bourgeois l'avaient abandonnée depuis longtemps : les uns effrayés par le caractère révolutionnaire-socialiste et prolétarien du mouvement; les autres dès qu'ils virent que ce mouvement était condamné à une irrémédiable défaite. Seuls les prolétaires français soutinrent sans crainte et sans lassitude leur gouvernement; seuls ils combattirent et moururent pour lui, c'est-à-dire pour la cause de l'émancipation de la classe ouvrière, pour le meilleur avenir de tous les travailleurs.

Abandonnée par ses alliés d'hier et privée de soutien, la Commune devait fatalement s'achever par une défaite. Toute la bourgeoisie de la France, tous les propriétaires, les boursiers, les fabricants, les gros et les petits voleurs, tous les exploités s'unirent contre elle. Cette coalition bourgeoise, soutenue par Bismarck (qui rendit à Thiers 100.000 prisonniers français pour faciliter l'écrasement du Paris révolutionnaire), réussit à soulever les paysans ignorants et la petite bourgeoisie provinciale contre le prolétariat parisien et à encercler la moitié de Paris (l'autre moitié était investie par l'armée allemande). Dans plusieurs grandes villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Dijon, etc.), les ouvriers tentèrent également de s'emparer du pouvoir, de proclamer la Commune et d'aller au secours de Paris, mais ces tentatives se terminèrent vite par des échecs. Et Paris qui, le premier, avait levé l'étendard de la révolte prolétarienne, fut abandonné à ses propres forces et condamné à une perte certaine.

Pour qu'une révolution sociale soit victorieuse, deux conditions au moins sont indispensables : un haut développement des forces de production et la préparation du prolétariat. Mais, en 1871, ni l'une ni l'autre n'étaient réalisées. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était alors surtout un pays de petite bourgeoisie (d'artisans, de paysans, de boutiquiers, etc.). D'autre part, il n'existait pas encore de parti ouvrier; la classe ouvrière n'avait pas été préparée et longuement exercée; dans l'ensemble, elle n'avait même pas encore une idée nette de sa tâche et des moyens de l'accomplir. Il n'y avait pas de sérieuse organisation politique du prolétariat; il n'y avait pas non plus de grands syndicats, ni d'associations coopératives.

Mais ce qui manqua surtout à la Commune, ce fut le temps; elle n'eut pas la possibilité de se regarder vivre et d'entreprendre la réali-

sation de son programme. A peine se mettait-elle à l'ouvrage que le gouvernement de Versailles, soutenu par toute la bourgeoisie, ouvrait le feu contre Paris. Et la Commune dut songer avant tout à se défendre. Et jusqu'au bout, jusqu'à la terrible semaine du 21 au 28 mai, elle n'eut pas le temps de songer à un travail sérieux.

Pourtant, même en des conditions si défavorables, même en une si courte existence, la Commune sut prendre un certain nombre de mesures qui caractérisent assez sa véritable signification et ses desseins. Elle substitua à l'armée permanente, instrument aveugle des classes dirigeantes, l'armement général du peuple; elle proclama la séparation de l'Eglise et de l'Etat, supprima le budget des cultes, laïcisa l'instruction publique, et porta ainsi un coup terrible aux gendarmes en soutane. Dans le domaine purement social, elle ne put réaliser que peu de chose, mais ce peu nous dévoile assez nettement son caractère de gouvernement populaire, ouvrier : elle interdit le travail de nuit dans les boulangeries; elle supprima le système des amendes et retenues sur le salaire, ce vol légal dont sont victimes les ouvriers; enfin, elle promulgua le fameux décret en vertu duquel toutes les fabriques, usines, tous les ateliers abandonnés par leurs patrons seraient confiés à des associations ouvrières pour une reprise de la production. Et, comme pour souligner son caractère véritablement démocratique de gouvernement prolétarien, la Commune décida que le traitement maximum de tous les fonctionnaires et membres du gouvernement et de l'administration ne pourrait être supérieur à un salaire ouvrier normal et qu'en aucun cas il ne dépasserait 6.000 francs par an.

Toutes ces mesures disaient assez que la Commune constituait un danger mortel pour le vieux monde édifié sur des principes de servitude et d'exploitation. La société bourgeoise ne pouvait donc dormir en paix tant que flotterait sur l'Hôtel de Ville de Paris le drapeau rouge du prolétariat. Et quand, enfin, les forces mal organisées du gouvernement l'emportèrent sur les forces mal organisées de la révolution, les braves généraux de Napoléon III, qui s'étaient si bien fait rosser par les Allemands et n'en étaient que plus vaillants contre leurs compatriotes vaincus, organisèrent un massacre comme Paris n'en avait jamais vu. Environ 30.000 Parisiens furent exécutés par une soldatesque furieuse; environ 45.000 furent arrêtés (parmi ces derniers, beaucoup furent ensuite mis à mort); des milliers furent envoyés dans les bagnes, déportés ou exilés. Au total, Paris perdit environ 100.000 de ses enfants, parmi lesquels l'élite des ouvriers de toutes les professions.

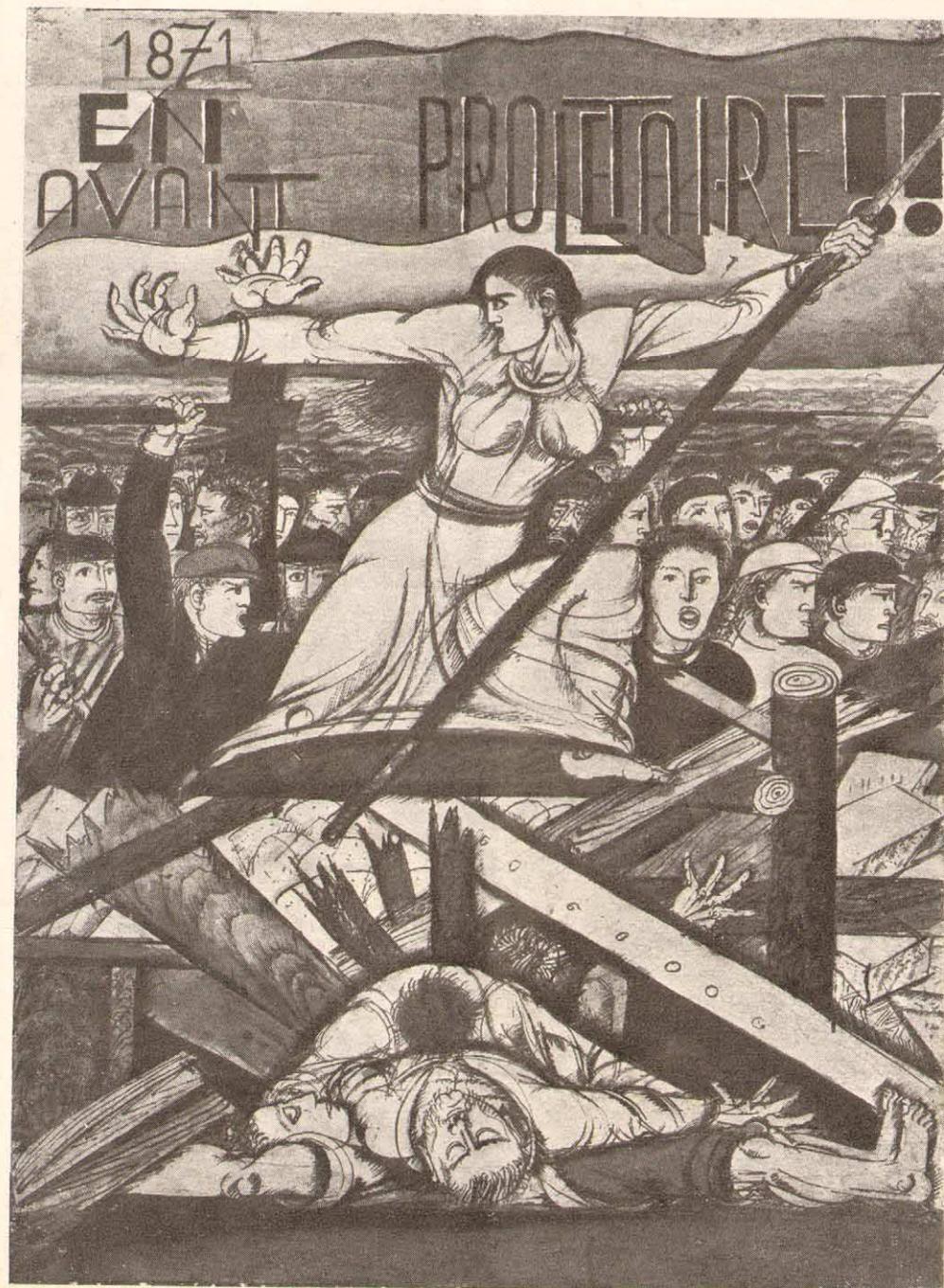
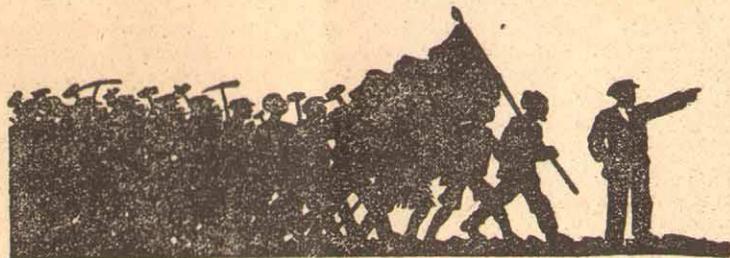
La bourgeoisie était satisfaite. « Maintenant, c'en est fini du socialisme pour longtemps! » disait Thiers, le foutriquet sanguinaire, après la saignée qu'il avait fait subir au prolétariat parisien. Mais c'est en vain que croassaient les corbeaux de la bourgeoisie. Six ans environ après l'écrasement de la Commune, alors que beaucoup de ses combattants languissaient encore dans les bagnes et les lieux de déportation, un nouveau mouvement ouvrier commençait en France. Une nouvelle génération socialiste, enrichie de l'expérience de ses prédécesseurs, mais nullement découragée par leur défaite, releva le drapeau tombé des mains des militants de la Commune et le porta hardiment, aux cris de : « Vive la Révolution sociale ! Vive la Commune ! ». Et,

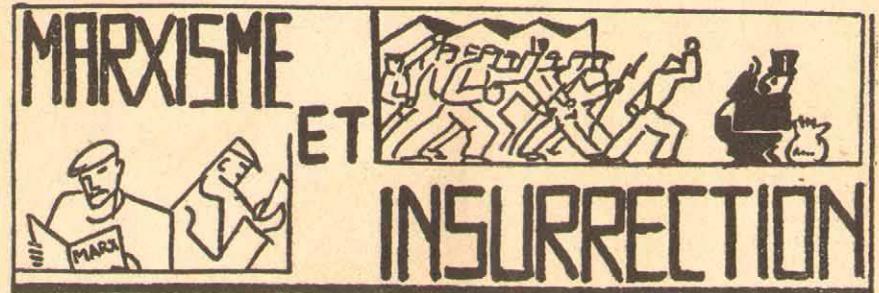
trois ou quatre ans plus tard, le nouveau parti ouvrier, par l'agitation qu'il soutenait dans le pays, forçait les classes dirigeantes à relâcher ceux des communards qui n'étaient pas encore libérés.

Les héros de la Commune sont honorés non seulement par les ouvriers français, mais par le prolétariat du monde entier. Car la Commune a lutté non pour une cause étroitement locale ou nationale, mais pour l'émancipation de toute l'humanité laborieuse, de tous les déshérités et opprimés. Tirailleur avancé de la révolution sociale, elle s'est attirée des sympathies partout où le prolétariat souffre et lutte. Le tableau de sa vie et de sa mort, le spectacle de ce gouvernement ouvrier qui saisit et garda pendant plus de deux mois la capitale du monde, cette lutte héroïque du prolétariat, ses souffrances après la défaite, tout cela exalta les esprits de millions d'ouvriers, suscita leurs espoirs et attira leurs sympathies au socialisme. Le tonnerre des canons de Paris réveilla de leur torpeur les couches les plus arriérées du prolétariat et donna partout une impulsion nouvelle à la propagande révolutionnaire-socialiste. Voilà pourquoi l'œuvre de la Commune n'est pas morte; elle vit jusqu'à présent en chacun de nous.

La cause de la Commune est celle de la révolution sociale; c'est la cause de l'émancipation politique et économique complète des travailleurs; c'est la cause du prolétariat de l'univers entier. Et cette cause est immortelle.

Rabotchaïa Gazeta, N° 4-5, (28 avril 1911).





FRÉDÉRIC ENGELS

Théorie de la Violence⁽¹⁾

(Anti-Dühring)

LA TECHNIQUE MILITAIRE FONCTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Révolution Française

La Révolution française compléta ce qu'avait commencé la révolution américaine, sur le terrain militaire également. Elle aussi ne pouvait opposer aux armées de la coalition, formées de soldats enrôlés et exercés, que des masses mal exercées, mais nombreuses, la levée de la nation toute entière. C'est avec ces masses qu'il s'agissait de couvrir Paris, et par suite de tenir un territoire déterminé, ce qu'il était impossible de faire sans vaincre dans une bataille ouverte et par masses. Le simple combat de tirailleurs étant insuffisant, il fallait découvrir une forme pour l'emploi des masses : ce fut la *colonne*. La position en colonnes permit à des troupes même peu et mal exercées de se mouvoir avec assez d'ordre même dans une marche plus rapide (cent pas à la minute) : elle permit d'enfoncer les formes rigides de l'ancien ordre linéaire, de combattre sur tous les terrains, même les plus défavorables à la ligne, de grouper les troupes de toutes les manières convenables et en harmonie avec le combat de tirailleurs dispersés, de retenir, d'occuper, de fatiguer les lignes ennemies jusqu'au moment où ces lignes étaient enfoncées sur le point décisif de la position par des masses tenues en réserve. Ce mode de combat nouveau, fondé sur la combinaison des tirailleurs et des colonnes et sur la répartition de l'armée en divisions ou corps d'armée indépendants de toutes les armes, mode de combat entièrement perfectionné par Napoléon du côté tactique et stratégique, était devenu nécessaire surtout par le changement dans la

(1) (Suite) Cf. *Le Militant Rouge* N° 4.

composition des éléments militaires, des soldats de la Révolution française. Mais il y avait deux conditions techniques préalables d'une extrême importance : en premier lieu, la construction, par Gribeauval, d'affûts plus légers pour les pièces de campagne, qui seule rendit les mouvements rapides qu'on exigeait maintenant de ces pièces; et secondement la courbure de la crosse du fusil empruntée au fusil de chasse et introduite en France en 1777 (jusque là la crosse se continuait en ligne droite avec le canon) : cette courbure permettait de viser sur un homme isolé sans être forcé de tirer droit devant soi : sans ce progrès, il eût été impossible de tirer avec l'ancien fusil.

Le XIX^e Siècle

Le système révolutionnaire d'armement du peuple entier fut bientôt restreint à une conscription obligatoire (avec remplacement par rachat pour les riches) et adopté sous cette forme par la plupart des grands Etats du continent. La Prusse seule essaya par son système de *landwehr* (1) d'accaparer dans une plus forte mesure encore la capacité militaire du peuple. Après le rôle joué pendant un temps assez court, de 1830 à 1860, par le fusil se chargeant par la bouche, perfectionné, rayé, approprié à la guerre, la Prusse fut le premier Etat qui pourvut toute son infanterie de l'arme la plus récente, le fusil rayé se chargeant par la culasse. C'est à ces deux mesures qu'elle dut ses succès de 1866 (2).

Dans la guerre franco-allemande s'opposèrent pour la première fois deux armées également munies du fusil rayé se chargeant par la culasse, et ayant tous les deux, comme au temps de l'ancien fusil à pierre et âme lisse, les mêmes formations tactiques essentielles. Seulement les Prussiens avaient essayé de trouver dans l'introduction de la colonne de compagnie une nouvelle forme de combat mieux adaptée au nouvel armement. Mais lorsque le dix-huit août 1870, à Saint-Privat, la garde prussienne voulut prendre au sérieux la colonne de compagnie, les cinq régiments engagés perdirent en moins de cinq heures plus d'un tiers de leur effectif (176 officiers et 5.114 hommes) : dès lors la compagnie de colonne fut jugée comme forme de combat au même titre que la colonne de bataillon et de ligne; on renonça dès lors à toute tentative pour exposer au feu de l'ennemi des troupes en formation serrée; du côté des Allemands, le combat ne fut désormais mené qu'en files serrées de tirailleurs, comme celles qui jusqu'alors se formaient infailliblement d'elles-mêmes par la dissolution de la colonne sous la grêle de la mitraille, mais que des instructions d'en haut avaient combattues comme contraires à l'ordre, et ce fut le **pas de course** qui devint dès lors l'unique mode de mouvement dans le rayon de la fusillade ennemie. Une fois de plus le soldat avait été plus malin que l'officier : il avait instinctivement découvert la seule forme de combat qui ait été jusqu'à présent à l'épreuve du feu du fusil se chargeant par la culasse, et il l'appliqua avec succès malgré la résistance du commandement.

(1) Armée territoriale.

(2) 1866 : guerre victorieuse de la Prusse sur l'Autriche (Sadowa).

Avec la guerre franco-allemande s'ouvre une période d'une toute autre importance que les précédentes. Premièrement, les armes sont si perfectionnées qu'un nouveau progrès d'influence radicale n'est plus possible. Lorsqu'on a des canons qui permettent d'atteindre un bataillon d'aussi loin que le regard le distingue, et des fusils qui donnent un résultat semblable contre l'homme isolé pris pour cible, des fusils pour lesquels le temps de charge est moindre que le temps de visée, tous les progrès ultérieurs pour la guerre en rase campagne sont plus ou moins indifférents. L'ère de développement est donc essentiellement close de ce côté. — Mais, en second lieu, cette guerre a contraint tous les grands Etats du continent d'introduire chez eux en l'aggravant le système prussien de *landwehr* (armée territoriale) et de s'imposer en conséquence des charges militaires qui les ruineront en peu d'années. L'armée est devenue la fin principale de l'état en soi; les peuples ne sont plus là que pour fournir et nourrir les soldats. Le militarisme domine et engloutit l'Europe. Mais ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre destruction. La concurrence des états entre eux les contraint, d'une part, à dépenser chaque année plus d'argent pour l'armée, pour la marine, pour l'artillerie, à accélérer ainsi de plus en plus la catastrophe financière; d'autre part, à prendre toujours plus au sérieux le service militaire obligatoire et général, et à rendre par là le peuple tout entier familier avec le maniement des armes à les rendre capables d'opposer à un moment donné sa volonté à la souveraineté militaire du commandement. Et ce moment arrive dès que la masse du peuple — travailleurs des villes et des campagnes et paysans — a une volonté. **A ce moment l'armée des princes se métamorphose en une armée du peuple; la machine refuse le service, le militarisme se détruit par la dialectique de son propre mouvement.** Ce que la révolution bourgeoise de 1848 n'a pu accomplir, précisément parce qu'elle fut *bourgeoise* et non prolétarienne, la tâche de donner aux masses laborieuses une volonté dont le contenu répondit à leur situation de classe sera infailliblement réalisée par le socialisme. Et cela signifie la destruction du militarisme et, avec lui, toutes les armées permanentes, par une explosion, de l'intérieur à l'extérieur.

Telle est la première morale de notre histoire de l'infanterie moderne. La seconde, qui nous ramène à M. Dühring, est que l'organisation toute entière et le mode de combat des armées et partant la victoire ou la défaite, se trouvent dépendre des conditions matérielles, c'est-à-dire économiques, du matériel hommes et du matériel armes, de la qualité et de la quantité de la population et de la technique. Seul un peuple de chasseurs comme les Américains pouvaient retrouver le combat en tirailleurs : et, s'ils étaient chasseurs, c'était pour des raisons purement économiques, comme c'est pour des causes purement économiques qu'aujourd'hui les Yankees des anciens états se sont transformés en paysans, industriels, marins et marchands, qui ne tiraillent plus dans les forêts vierges, mais n'en tiraillent que mieux sur le terrain de la spéculation où ils ont aussi poussé très loin l'utilisation des masses.

Seule une révolution comme la révolution française, qui réalisa l'émancipation économique du bourgeois et notamment du paysan, pouvait découvrir les armées de masses et en même temps, les libres formes

de mouvement contre lesquelles se brisèrent les anciennes lignes rigides, reflets militaires de l'absolutisme pour lequel elles se battaient. Et nous avons constaté pour chaque cas particulier comment les progrès de la technique, dès qu'ils furent utilisables et utilisés militairement, ont contraint par une sorte de violence à des changements, voire à des révolutions dans le mode de combat, et cela en dépit de la volonté du commandement supérieur de l'armée. Et aujourd'hui déjà un sous-officier zélé pourrait apprendre à M. Dühring dans quelle large mesure la conduite d'une guerre dépend de la productivité et des moyens de communication de la patrie que l'on laisse derrière soi et du théâtre de la guerre. En un mot, partout et toujours, ce sont des mouvements et des armes économiques qui, aident la « force » à gagner la victoire, et sans lesquels la force cesse d'être la force : et celui qui, suivant les principes de M. Dühring, voudrait réformer l'art militaire du point de vue opposé, ne pourrait récolter que des horions.

ÉVOLUTION DE LA MARINE

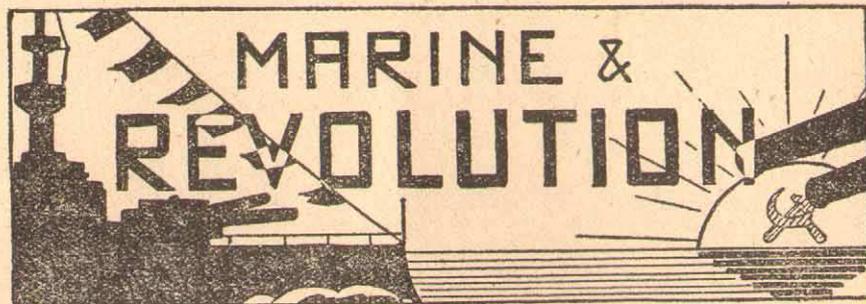
Si nous passons maintenant de la terre sur la mer, une révolution tout autrement décisive s'offre à nous dans les vingt dernières années. Le navire de combat de la guerre de Crimée était le deux-ponts ou le trois-ponts en bois de soixante à cent canons, encore mû de préférence à la voile et qui ne possédait qu'à titre de secours une faible machine à vapeur. Il portait surtout des pièces de 32 pesant brut environ cinquante quintaux. A la fin de la guerre apparurent les batteries flottantes cuirassées de fer, monstres lourds, presque immobiles, mais invulnérables à l'artillerie de l'époque. Bientôt le blindage de fer fut également appliqué à la flotte de combat : ce blindage fut d'abord très mince : quatre pouces d'épaisseur de fer passaient pour une cuirasse extrêmement lourde. Mais le progrès de l'artillerie bientôt dépassa le blindage ; pour chaque nouvelle épaisseur de cuirasse successivement employée se trouva un engin nouveau, plus lourd, qui perçait aisément. Ainsi, nous sommes déjà arrivés, d'une part, à 10, 12, 14, 24 épaisseurs de blindage (l'Italie va faire construire un navire ayant une cuirasse de trois pieds d'épaisseur) ; d'autre part, à des canons rayés pesant brut 25, 35, 80, voire 100 tonnes (à vingt quintaux par tonne), lançant à des distances jusqu'alors inconnues des projectiles de 300, 400, 1.700 et jusqu'à 2.000 livres. Le vaisseau de guerre actuel est un gigantesque vapeur cuirassé à hélices pouvant tenir 8.000 à 9.000 tonnes, disposant d'une force de 6.000 à 8.000 chevaux vapeur, avec coupes tournantes, quatre ou, au maximum, six bouches à feu très lourdes, muni d'un éperon sous la ligne de flottaison pour couler les navires ennemis ; c'est une machine colossale, unique, dans laquelle la vapeur effectue, non seulement la locomotion rapide, mais aussi la manœuvre du gouvernail, du cabestan qui dévide l'ancre, la rotation des tourelles, la direction et la charge des pièces, l'épuisement de l'eau par les pompes, le hissage et la mise à flot des canots dont une partie est, à son tour, munie de force-vapeur, etc, etc... Et la rivalité entre le blindage et la puissance de l'artillerie a si peu cessé qu'aujourd'hui un navire qui ne répond plus aux exigences est déjà vicilli avant d'être sorti du chantier. Le navire de guerre moderne est non seulement un produit, mais encore un échantillon de la grande

industrie moderne, une fabrique flottante, produisant d'ailleurs surtout le gaspillage de l'argent. Le pays où la grande industrie est la plus développée a presque le monopole de la construction de ces navires. Tous les cuirassés turcs, presque tous les cuirassés russes et la plupart des cuirassés allemands sont contruits en Angleterre. Les plaques blindées, quelqu'en soit l'usage, se fabriquent presque exclusivement à Sheffield. Des trois usines métallurgiques d'Europe qui seules sont capables de fournir les trois pièces d'artillerie les plus fortes, deux sont anglaises (Wolwich et Elswick) et la troisième (Krupp) allemande. Ici l'on voit avec la plus saisissante clarté combien la « force politique immédiate », qui est pour M. Dühring la « cause déterminante de la situation économique » se trouve, au contraire, entièrement subordonnée à la situation économique ; comment, non seulement la fabrication, mais la manœuvre même de « l'instrument de la force » sur mer, du navire de guerre, est devenue une branche de la grande industrie moderne. Et si les choses en sont maintenues ainsi, il n'y a rien qui soit précisément plus contraire à la force, à l'Etat, auquel chaque navire coûte aujourd'hui aussi cher que naguère une petite flotte, qui doit se résigner à voir ses vaisseaux si chers vieillir et dépréciés avant d'avoir pris la mer ; et l'Etat n'éprouve certainement pas moins de dépit que M. Dühring lui-même à voir l'homme de la « situation économique », l'ingénieur, aujourd'hui bien plus important à bord que l'homme de la « force immédiate », le capitaine. Nous, au contraire, nous n'avons aucune raison de nous fâcher en voyant, dans ce duel entre le cuirassé et le canon, le navire de guerre se perfectionner jusqu'à l'extrême limite de l'artificiel, par où il est devenu aussi colossalement coûteux que militairement inutilisable (1) : en voyant comment cette lutte révèle, dans ce nouveau domaine de la guerre navale, ces mêmes lois dialectiques immanentes de développement selon lesquelles le militarisme, comme tous les autres phénomènes historiques, se détruit par les conséquences mêmes de sa propre évolution.

Ici encore nous voyons très clairement qu'il ne faut aucunement chercher « l'élément primitif dans la force politique immédiate au lieu de le chercher dans une puissance indirecte économique ». Tout au contraire ! Qu'est-ce qui se manifeste comme l'« élément primitif » de la force même ? La puissance économique, le fait de disposer des instruments de puissance de la grande industrie. La force politique navale fondée sur les vaisseaux de guerre modernes ne se manifeste pas du tout « immédiatement », mais tout au contraire **médiatement**, par l'intermédiaire de la puissance économique, du haut degré de développement de la métallurgie, du fait de commander à des techniciens adroits et à de riches gisements de charbons.

Mais pourquoi tout cela ? Que, dans la prochaine guerre navale, on confie le commandement supérieur à M. Dühring, et on le verra détruire toutes les flottes cuirassées asservies à la situation économique, sans torpilles et autres artifices, par la seule vertu de sa « force immédiate ».

(1) Le perfectionnement du dernier produit de la grande industrie pour la guerre navale, de la torpille automobile, semble devoir réaliser cet effet : par lui, le plus petit torpilleur triompherait du cuirassé le plus puissant (que l'on se souvienne d'ailleurs que tout ceci fut écrit en 1878) (ENGELS.)



PIERRE RAYMOND

Les Difficultés de l'Action Révolutionnaire dans la Marine

.....

Difficultés de propagande révolutionnaire dans les équipages de la flotte. Difficulté d'organisation de ceux chez lesquels elle porte ses fruits. — Raymond assigne comme tâche immédiate préalable le travail de propagande parmi les ouvriers des chantiers et des arsenaux.

Dans les numéros 2 et 3 de cette revue, nous avons marqué la nécessité de gagner à la cause révolutionnaire les marins de la marine militaire, en premier lieu pour frapper l'impérialisme dans un de ses outils les plus puissants, en second lieu pour enlever au fascisme un moyen de combat redoutable. Il faut se souvenir que la Commune de Marseille fut en grande partie écrasée par les marins de la frégate « Couronne » qui n'avaient pu être touchés par la population comme les soldats. Il faut penser au danger terrible que feraient courir quelques bâtiments de guerre restés « conservateurs » à une révolution prolétarienne en France, en Italie, en Espagne ou en Angleterre. Pour compléter nos premiers articles, il nous reste donc à dire comment il est possible d'éveiller à la conscience de classe les jeunes matelots et de lier leur mouvement à celui du prolétariat industriel.

L'Agitation

Contrairement à ce que pourrait le faire croire la composition sociale des équipages, cet éveil est extrêmement difficile à provoquer, et, ceci fait, il est encore plus difficile à organiser.

Il y a d'abord évidemment la crainte des sanctions terribles du commandement qui joue sur des cerveaux faibles, en général des pêcheurs catholiques imbus des idées d'autorité et de respect des chefs. Et, parallèlement, intervient aussi le désir d'améliorer son sort par un avancement en classe ou en grade, motivé par l'espérance d'une meilleure

situation dans l'industrie ou la marine marchande à la libération. Ce dernier sentiment existe pourtant parmi les engagés à long terme, mous-es et apprentis mécaniciens que la bourgeoisie accapare à quatorze et quinze ans pour dix ans, afin de diminuer le recrutement dans les centres industriels ou parmi les inscrits. Le commandement s'efforce de développer ce sentiment en créant des écoles de sous-officiers qui procurent en même temps qu'une amélioration de sort rapide aux « bons sujets » un diplôme qu'ils pourront utiliser avec avantage à leur libération.

Mais les principaux obstacles à un développement du mouvement révolutionnaire dans la flotte sont surtout dus à la vie errante du marin. Les mutations de bateau à bateau, les longues absences du port d'attache sont très fréquentes. Le marin ne peut guère faire de solides connaissances en ville. Dès lors, il ne descend à terre que pour quitter la vie d'enfer du navire; accueilli dès son débarquement par d'ignobles mercantis d'alcool ou de libertinage, le jeune garçon se laisse rapidement entraîner; il se lance dans une noce facile et, en se faisant outrageusement voler, tente d'oublier dans l'ivresse la vie de bague qu'est la sienne. Va-t-il en permission? Huit fois sur dix, pour ne pas angosser les siens ou simplement par ce faux respect humain si bien dépeint par Barbusse dans *Le Feu*, il présentera sa vie comme une suite de merveilleuses aventures et ne se souviendra de la chauffe ou des nuits de grosse mer que pour tenter de se montrer au-dessus de ses anciens compagnons de travail.

S'il fréquente le « Foyer du Marin », organisé par le commandement, c'est pire, parce que là son âme est empoisonnée de nationalisme.

Ce n'est pas simplement par raison disciplinaire que le ministre a interdit en 1922 aux marins de Toulon de suivre les cours professionnels de la Bourse du Travail. Le sain et véritable foyer créé par les syndicats du Var pour les jeunes ouvriers de la flotte les élevait, non seulement techniquement, mais surtout moralement. Il les arrachait à l'abrutissement favorisé par les Etats-Majors. Il leur apprenait à penser, et là était le terrible danger pour la bourgeoisie.

L'Organisation

Les difficultés d'organisation sont encore plus grandes que dans l'agitation.

Et certes les principaux obstacles ne sont pas la police militaire qui existe sur tous les bateaux, ni la police de sûreté.

De par la vie en commun le marin est en effet porté à causer beaucoup. Dans sa misère il cherche des consolations et il se forme ainsi instinctivement de petits clubs entre originaires d'une même région où règne la plus grande confiance, cimentée par les souvenirs du pays natal. Quand il va à terre, le premier flatteur rencontré, celui qui paye une tournée est le bienvenu.

De la sorte, quand des groupes se forment par affinité politique, il est bien difficile qu'ils ne soient pas remarqués et démasqués.

Ces difficultés d'organisation et de pénétration tout à fait caractéristiques dans les pays latins expliquent pourquoi les mouvements très nombreux dans la flotte française depuis vingt-cinq ans ont toujours

eu la forme de « putschs », d'explosions » que, 1919 excepté, leurs dirigeants n'ont même pas essayé de lier au mouvement ouvrier.

Conditions de Pénétration

Il n'est pas inutile de rappeler les observations de Fr. Engels dans sa *Théorie de la Violence*, écrite en juin 1878 contre Dühring, observations dans lesquelles il marque fortement le caractère industriel du bâtiment et qu'il clôture en ces termes :

« Ici l'on voit avec la plus saisissante clarté combien la force politique immédiate est entièrement subordonnée à la situation économique; comment non seulement la fabrication, mais la manœuvre même de l'instrument de la force sur mer des navires de guerre est devenue une branche de la grande industrie moderne.... L'homme de la situation économique est aujourd'hui bien plus important à bord que l'homme de la force immédiate, le capitaine ».

Le bâtiment de guerre est en effet construit par des centaines d'ouvriers. Pendant de longs mois de mise au point et d'essais d'appareils, les ouvriers apprennent aux matelots le maniement des engins compliqués.

Lorsque le bâtiment navigue, il est quand même obligé de revenir périodiquement subir des réparations dans les arsenaux et, tous les deux ou trois ans, d'y séjourner des mois entiers, après lesquels de nouveaux essais ont lieu où les ouvriers travaillent encore avec les matelots.

Ces observations nous permettent donc de poser les principes suivants : vouloir construire, pour pénétrer les marins, un groupe de propagande et de pénétration parallèlement à la flotte est une hérésie. L'esprit de classe ne pénétrera chez les marins que s'il existe de solides noyaux révolutionnaires parmi les ouvriers des chantiers navals de construction et de réparation, parmi les ouvriers des gros centres industriels qui fournissent de nombreuses recrues à la marine, parmi les marins des syndicats d'inscrits des ports importants et des gros ports de pêche. Ce n'est que si le jeune matelot retrouve périodiquement parmi les ouvriers des ports d'une part, parmi les ouvriers ou les marins de son pays d'origine de l'autre des éducateurs conscients qu'il se pénétrera de l'esprit de classe.

A quoi serviraient des noyaux d'agitateurs si les ouvriers des chantiers démoralisent le matelot? Absolument à rien. Ou plutôt à jeter le trouble dans son esprit et en faire un révolté, pensant au putsch ou à la désertion, c'est-à-dire à deux actions opposées au mouvement révolutionnaire.

La base de Pénétration

Toute organisation révolutionnaire qui veut pénétrer les marins doit donc avant tout organiser de solides noyaux parmi les ouvriers des ports.

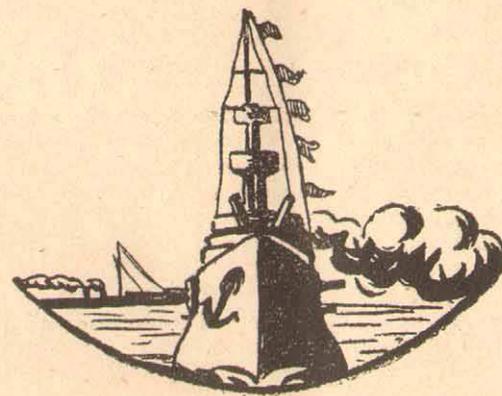
La bourgeoisie a si bien compris la puissance de cette liaison

qu'elle porte sa propagande en faveur de la marine à l'intérieur même du pays.

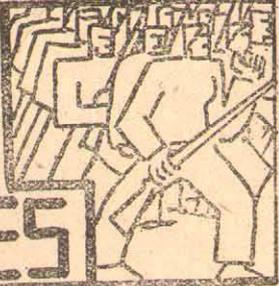
Dans une brochure qui vient de paraître à Hambourg, chez Karl Schulzke (*Les Marins allemands Révolutionnaires*), l'auteur, qui est un ancien marin du cuirassé « Frédéric-le-Grand », explique que, durant les premières années de la guerre, malgré les difficultés alimentaires, le nombre des marins révolutionnaires restait infime malgré leur propagande acharnée. Ils ne pouvaient pénétrer leurs camarades à cause de l'esprit nationaliste et enthousiaste pour la flotte propagé par le gouvernement et les « Ligues maritimes et coloniales » dans l'intérieur du pays.

En revanche, au début de 1917, dès que la protestation contre la guerre commença à grandir dans les milieux ouvriers, le mouvement révolutionnaire fit rapidement de grands progrès dans la flotte. La terrible répression d'août-septembre 1917 (10 condamnations à mort, 400 ans de travaux forcés ou de prison, révélés au Reichstag par Dittmann) n'arrêta rien, parce que la force de la propagande prenait ses sources même dans les centres ouvriers du pays. Une police peut en effet briser un groupement de propagande, elle ne pourra jamais arracher l'esprit révolutionnaire des dizaines de milliers d'ouvriers massés dans les centres industriels. Et c'est pour cela que la mutinerie des marins de la Grande Flotte, le 3 novembre 1918, fut irrésistible et entraîna la révolution allemande.

La construction de solides noyaux révolutionnaires dans les centres industriels et les chantiers de construction et de réparations navales est donc la condition indispensable au développement d'un mouvement de classe parmi les marins de la flotte de guerre. La défense des revendications immédiates des marins par les organisations et les syndicats de marins seront ensuite le bien indestructible qui permettra au prolétariat d'abattre en même temps le capitalisme et les instruments de l'impérialisme. Il n'y a pas d'autre solution.



L'HISTOIRE DES INSURRECTIONS PROLETARIENNES



G. LAGRANGE

L'Insurrection de Bulgarie

d'après P. THIKHOMOSOFF

"Les Enseignements de l'Insurrection Bulgare de 1923"

BULGARIE CENTRALE⁽¹⁾

Rayon de Kazanlik

L'insurrection dans ce rayon fut une des plus importantes. Presque toute la population y participa. Conditions morales et armement ne laissaient rien à désirer.

La région boisée et accidentée — limitée au nord et au sud par la chaîne des Balkans — avantageait considérablement les mouvements des insurgés. Tant que leur action se limita à des attaques isolées et par petits groupes, ils remportèrent des succès, mais quand ils passèrent à l'exécution de la tâche principale : la prise de Kazanlik, bien que supérieurs en nombre à leurs adversaires, ils essuyèrent une cruelle défaite.

De sérieux préparatifs avaient été faits en vue de l'insurrection, mais, comme toujours, le plan d'action avait été négligé.

Dans le rayon de Kazanlik on comptait jusqu'à 400 adhérents du Parti communiste bulgare, bien organisés et armés. Il était en outre possible de rallier dès le début 600 ou 800 hommes disposant de 400 à 500 fusils.

En prévision des troubles imminents le gouvernement, dès le 1^{er} septembre avait augmenté les effectifs de la garnison de Kazanlik, qui comprenait 400 fantassins, 100 gendarmes, 300 cavaliers et 20 mitrailleuses. Le cas échéant, le Commandement militaire pouvait encore mobiliser jusqu'à 600 hommes (Blocards et Fascistes).

Le plan d'attaque des insurgés consistait à se rendre maîtres des diverses localités, les détachements devaient ensuite se rassembler devant la ville pour l'attaquer pendant la nuit.

(1) Voir croquis N° 1 et N° 2.

Chaque détachement avait sa tâche bien définie. L'organisation urbaine du Parti Communiste devait réduire « Blocards » et « Fascistes » à l'impuissance.

Comme dans les autres rayons, la défektivité du signal d'attaque est ici caractéristique. Ce signal devait être l'extinction de l'éclairage. Bien que la station électrique se trouvât en dehors de la ville, permettant ainsi de donner le signal en temps voulu, on ne pouvait manquer de donner simultanément l'alarme à la garnison.

Déjà, depuis le 13 septembre, les communistes les plus en vue avaient été arrêtés, principalement dans le district de Miglisch. Comme le Comité de District du Parti avait décidé qu'en cas d'arrestation, les rayons pouvaient agir comme ils le jugeraient bon, le 13 septembre, dans le district de Miglisch, un détachement de 160 hommes s'assembla et déclara l'insurrection. Un détachement fut immédiatement chargé d'occuper la station de Touloff et de couper la route à l'adversaire, mais cette mission ne pût être accomplie, le détachement apprit en effet en chemin que l'insurrection était déjà arrêtée.

Les autres forces révolutionnaires du district, en raison de leur isolement, résolurent d'organiser la défense et occupèrent les positions sur les hauteurs dominant le village de Miglisch.

Le 14, à 13 heures, l'ennemi fort d'un demi-bataillon d'infanterie, avec mitrailleuses, 30 cavaliers et deux pièces d'artillerie, attaqua le village. Les insurgés, dont 100 seulement étaient armés, ne purent résister et se retirèrent dans les montagnes pour y attendre le signal de l'insurrection générale.

Une partie des petits groupes agissant sans plan d'ensemble et sans direction fut complètement anéantie par les troupes gouvernementales.

Le déclenchement prématuré du mouvement et l'insuffisance des armements furent parmi les causes les plus certaines de la défaite de l'insurrection du 20 septembre.

Le 19 septembre au soir, le Comité du Rayon de Kazanlik réfugié dans les montagnes reçut du Comité de district l'ordre de déclencher l'attaque et de prendre la ville dans la nuit du 15 au 20 septembre. L'ordre fut immédiatement transmis aux insurgés et l'attaque fixée au 20, à quatre heures du matin. Comme la plupart des forces insurrectionnelles étaient réparties dans les montagnes, ordre leur fut donné de se concentrer à neuf heures du matin dans le bois de Khachkoff. Une partie des insurgés, malgré la défense formelle qui leur en avait été faite, s'attarda à l'occupation des différents villages, négligeant ainsi l'objectif principal et empêchant l'attaque simultanée de Kazanlik. Vers dix heures du matin, le 20, 500 hommes du district de Chipka, qui se trouvaient au point de ralliement fixé, estimant qu'une attaque de jour était vouée à l'insuccès, occupèrent, sur cinq kilomètres, les positions le long de la lisière du bois jusqu'au village d'Enina.

L'ennemi bien informé des intentions des insurgés passa à l'attaque vers dix heures, mais, devant leur énergique résistance, il dut battre en retraite. N'étant pas poursuivi, il se replia en bon ordre vers Kazanlik et établit ses postes sur les hauteurs de la ville.

L'Action dans les Districts

Une partie des forces les plus combattives se cachait depuis le 14 dans les montagnes. Le 19 septembre, elles reçurent l'ordre d'entrer en action. Une double tâche leur était assignée :

a) A un premier groupe revenait la rupture de la ligne de chemin de fer transbalkanique à la station de Touloff;

b) Le deuxième devait marcher sur la ville, mais le commandement décida d'occuper d'abord le village, où ne restaient au 13 septembre que 10 à 15 soldats et quelques gendarmes. Le 20, vers 13 heures, le village était occupé et la faible garnison désarmée.

On se saisit des munitions et des fusils et 200 hommes furent mobilisés pour garder la place.

Le 21 septembre au matin la situation pouvait se résumer ainsi :

500 insurgés occupent les positions au nord de la ville, 150 au sud, à 12 kilomètres, à l'est se trouve le fort détachement de Miglisch; à l'Ouest, un autre détachement de 200 hommes, composé d'éléments venus des villages éloignés. Mais tous ces groupes, sauf le premier, n'ont ni tâche concrète, ni liaison entre elles.

L'adversaire encouragé par les combats qu'il a livrés dans la journée du 21 passe à l'attaque décisive.

Vers neuf heures il envoie un ultimatum au détachement de Chipka et, simultanément, dirige un feu d'artillerie nourri sur les positions occupées et les villages voisins.

La panique s'empare de la population et les insurgés, impuissants, doivent battre en retraite dans les montagnes.

Les forces révolutionnaires les plus importantes ainsi neutralisées, l'ennemi, vers treize heures, tomba sur le détachement du sud et le dispersa. A l'ouest le détachement arrivé dans Kazanlik le soir du 21 septembre apprit les résultats de la bataille, battit en retraite et se dispersa bientôt dans les villages.

Dès le matin du 22 septembre, l'ennemi portait toutes ses forces contre le détachement de Miglisch, et occupait le village. Les autres groupes étaient anéantis sans efforts et, le 24, la région était « pacifiée ».

Région de Philippopoli

La ville de Philippopoli, avec ses fortes organisations syndicales, constituait le centre prolétarien le plus important de Bulgarie. Elle est le point de croisement de deux lignes de chemins de fer, possédait une garnison nombreuse et de vastes dépôts.

Le 12 septembre déjà, à 17 heures, le Comité de district était informé que le gouvernement préméditait des arrestations. Il n'en prit pas pour cela des mesures préventives et, dans la nuit du 13, plus de 300 personnes, dont presque tous les dirigeants du mouvement, chez lesquels fut retrouvé le plan de campagne, étaient arrêtées. Il en résulta la perte totale des liaisons avec le Comité central, les organisations locales et les groupes de combat.

Le 14 septembre, le Comité local reçut l'ordre du Comité Central

de déclencher la grève politique, mais il répondit qu'il était décidé à l'insurrection armée.

Un nouveau Comité militaire fut formé, l'organisation militaire renforcée de 250 membres des Jeunesses. En deux ou trois jours, les forces et les positions de l'adversaire étaient repérées et de nouvelles liaisons établies.

A Philippopoli le gouvernement disposait de 1.500 fantassins, 200 cavaliers, 8 canons et le nombre correspondant de mitrailleuses, au total des forces très importantes.

S'attaquer à un tel adversaire, engager des combats de rues, n'était guère possible; il fut donc décidé de neutraliser tout d'abord ces forces par une propagande préalable parmi les soldats et les paysans.

Le Comité de Philippopoli se rendait bien compte de l'impossibilité d'une attaque ouverte, mais, **sous l'influence des organisations locales, qui exigeaient la bataille immédiate, il céda et lança l'ordre d'insurrection.**

Le 19 septembre arrivait de Sofia un courrier avec l'ordre de ne pas entrer en action avant le 29, mais, comme déjà les groupes insurgés dans les rayons avaient déclenché l'offensive, le gouvernement prit des mesures extraordinaires.

Le 21 la panique régnait dans Philippopoli, le gouvernement faisait procéder à des arrestations en masse et proclamait la mobilisation et l'état de siège.

Des dix-sept courriers envoyés par le Comité de Philippopoli dans les rayons, un seul réussit à passer. Démoralisé par les mesures énergiques du gouvernement, le Comité militaire résolut de renoncer à la lutte armée, décision d'ailleurs erronée. Si la lutte armée pour s'emparer de la ville aboutit à un échec, c'est faute d'avoir déclenché au préalable un large mouvement politique, une grève des chemins de fer, qui aurait détourné l'attention de l'autorité dans les rayons isolés, l'aurait empêchée de lancer ses troupes sur les points où le mouvement insurrectionnel était déjà amorcé.

L'Insurrection dans les Districts

On n'a que très peu de renseignements sur ce mouvement. On sait pourtant que plus de cinquante pour cent de la population y prit part. Les événements dans les rayons de Bratislav et Peroutchitsa sont un peu mieux connus.

Rayon de Bratislav

La petite ville de Bratislav est située dans les montagnes, à quarante kilomètres au sud-ouest de Philippopoli. Le 13 septembre, dès que fut connue l'arrestation des communistes de Philippopoli, les plus actifs des insurgés se réfugièrent dans les montagnes. Le 19, ayant eu vent des événements, et sans attendre l'ordre du Comité Central, ils attaquèrent Bratislav de toutes parts, cernant la garnison et les Fascistes. Ils s'armèrent avec les armes prises à l'ennemi et la mobilisation fut opérée.

Dans la nuit du 21 au 22 le détachement se réorganisait et nommait un état-major qui décida l'occupation de Peschera.

Après avoir adressé un ultimatum à l'ennemi — excellent moyen de l'avertir — l'attaque fut déclanchée. Mais l'ennemi auquel le temps de se préparer et de prendre une position avantageuse avait été laissé, tint en respect le détachement composé de 250 hommes. Les insurgés reçurent des renforts, mais, au lieu de les utiliser à prendre de flanc l'adversaire, ils élargirent leur front de combat. La lutte dura toute la journée, mais le 23, à 16 heures, l'ennemi reçut des renforts en infanterie, mitrailleuses et artillerie. De la défensive il passa à l'offensive, et le soir du 23 les insurgés battaient en retraite.

Les troupes arrivant de Philippopoli, où plus rien ne les retenait, rétablirent rapidement « l'ordre » dans la région.

Rayon de Peroutchista

Le Comité de Péroutchitsa, à la nouvelle de l'insurrection en Bulgarie Centrale, résolut de passer à l'action et de s'emparer de la ville.

Les insurgés devaient, dans la nuit du 24, se réunir en dehors de la ville et passer à l'attaque. Du fait de la faiblesse et de la dispersion des forces révolutionnaires dans la ville, le plan était bien conçu. La ville fut prise sans coup férir et les insurgés y prirent le pouvoir.

Mais l'adversaire commença l'attaque de la ville le 21 septembre.

Ce ne fut que le 21 à midi que le Comité envisagea l'éventualité de l'arrivée, par la chaussée de Philippopoli, de renforts ennemis. Un détachement fut chargé de détruire le pont nord de Péroutchitsa, mais trop tard, il ne put arriver à temps. Le soir même un premier détachement ennemi s'approchait de la ville. Une contre-attaque des insurgés le repoussait. Les soldats s'enfuirent, abandonnant mitrailleuses et canons. Mais comme la nuit tombait et que les révolutionnaires ne laissèrent aucune sentinelle, l'ennemi put reprendre à l'aube le matériel abandonné. Riche de nouveaux renforts, il réattaqua, bombardant la ville et semant la panique parmi les habitants. Les insurgés durent se retirer sur les hauteurs derrière la ville, espérant faire leur jonction avec le détachement de Bratislav.

Mais l'ennemi les en empêcha. Leur détachement se dispersa, les uns furent faits prisonniers et fusillés, les autres gagnèrent la montagne.

Conclusions

De ces faits nous ne tirerons que quelques conclusions concernant les défauts de l'action des insurgés en Bulgarie centrale.

I. L'élaboration du plan d'action laissait à désirer. Il ne tenait compte ni des distances qui séparaient les détachements de leur objectif, ni du temps indispensable pour les parcourir. L'importance des voies ferrées y était totalement méconnu.

II. Défectuosité du choix du signal. Dans plusieurs cas, il servit plutôt d'avertissement pour l'ennemi.

III. Insuffisance ou même absence totale de direction générale du mouvement, l'arrestation des organisateurs du mouvement en ayant été la cause principale.

IV. Faiblesse et manque de tactique du commandement : les détachements n'avaient pas d'objectifs déterminés, ou en avaient plusieurs, d'où manque de concentration des forces, absence de manœuvres.

V. L'absence de coordination dans les rayons permet à l'adversaire de les vaincre isolément.

VI. Le manque de mesures énergiques vis-à-vis des chemins de fer laisse l'adversaire jeter ses forces sur les points menacés. La passivité des communistes de Philippopoli est ici à incriminer.

VII. Les groupes isolés se battirent héroïquement, mais furent anéantis par les troupes gouvernementales plus nombreuses.

Toutes ces très graves fautes accumulées firent que le gouvernement bulgare, disposant de forces insignifiantes, maîtrisa pourtant l'insurrection.



La Révolution ne peut pas traverser le pays d'une démarche légère, vêtue comme une vierge d'une robe flottante, immaculée, neigeuse, le rameau de paix en main, Il lui faut venir armée de pied en cap, le glaive au côté ; les ennemis le veulent, les ennemis l'exigent.

Clara Zetkin

18 MARS !

» Quelle journée!

» Ce soleil tiède et clair qui dore la gueule des canons, cette odeur de bouquets, le frisson des drapeaux, le murmure de cette révolution qui passe, tranquille et belle comme une rivière bleue ; ces tressaillements, ces lueurs, ces fanfares de cuivre, ces reflets de bronze, ces flambées d'espairs, ce parfum d'honneur, il y a là de quoi griser d'orgueil et de joie l'armée victorieuse des républicains.

» O grand Paris !

» Lâches que nous étions, nous parlions déjà de te quitter et de nous éloigner de tes faubourgs qu'on croyait morts !

» Pardon ! patrie de l'honneur, cité du salut, bivouac de la Révolution !

» Quoi qu'il arrive, dussions-nous être de nouveau vaincus et mourir demain, notre génération est consolée ! Nous sommes payés de vingt ans de défaites et d'angoisses.

» Clairs ! sonnez dans le vent ! Tambours ! battez aux champs !

» Embrasse-moi, camarade, qui a comme moi les cheveux gris ! Et toi, marmot, qui joues aux billes derrière la barricade, viens que je t'embrasse aussi !

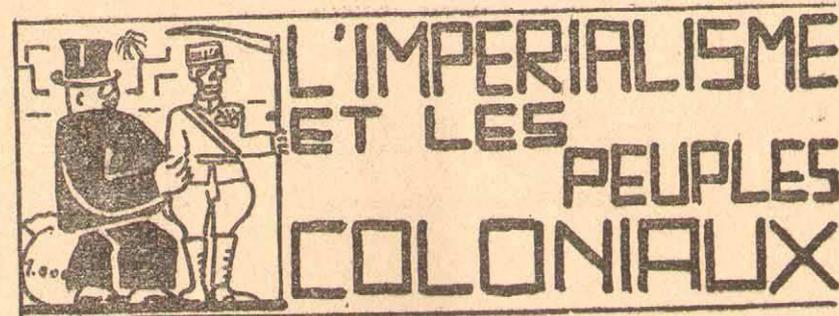
» Le 18 mars te l'a sauvé belle, gamin ! Tu pouvais, comme nous, grandir dans le brouillard, patauger dans la boue, rouler dans le sang, crever de honte, avoir l'indicible douleur des déshonorés !

» C'est fini !

» Nous avons saigné et pleuré pour toi. Tu recueilleras notre héritage.

» Fils des désespérés, tu seras un homme libre ! »

Le Cri du Peuple, 26 Mars 1871
(de l'Insurgé)



ALAIN CEVAER

La Chine

Rapide esquisse de l'Histoire de la Chine dans ses relations avec l'étranger jusqu'en 1895.

L'IMPÉRIALISME A L'ŒUVRE

Dès le moyen-âge, et même avant, l'occident (Espagne, Italie, Portugal et Russie) est en relations avec la Chine. Les marchands vénitiens — de la lignée des Marco Polo (1) — s'y fournissent en ambre, brocart d'or, parfums, etc... Mais c'est surtout après les grandes découvertes maritimes, notamment la circumnavigation du Cap de Bonne-Espérance, au sud de l'Afrique, qui ouvre la route de l'Asie, que celle-ci, et avec elle la Chine, prennent une immense importance commerciale. Parallèlement aux fameuses « Compagnies des Indes », et peu de temps après, se créent des « Compagnies de Chine ». Dès le XVII^e siècle, la France et l'Angleterre ont cette initiative et y font des essais d'établissement de factoreries. Après la « Guerre de l'Indépendance », nous voyons également les Etats-Unis d'Amérique intervenir dans le même sens.

Toute la fin du XVII^e siècle, tout le XVIII^e siècle, tout le XIX^e siècle — et la lutte quoique revêtant actuellement un tour autre caractère n'est pas encore terminée — seront marqués par la lutte défensive de la vieille Chine traditionaliste contre l'avidité de l'étranger et son influence qui menace les vieilles mœurs.

En 1664, la France crée une « Compagnie de Chine » ; en 1657, un commissaire français et des missions catholiques sont établis à Canton.

Les marchands anglais déjà sous le règne d'Elisabeth essaient — plus ou moins heureusement — de commercer. En 1742, l'Anglais Anson, arrive à Pékin. Plus tard, les Anglais cherchent à s'établir à Ning-Po ; en 1762, un de leurs envoyés, Flint, est emprisonné après la mise à mort de plusieurs nationaux. Une ambassade, avec Macartney, est envoyée pour régulariser une situation que le développement du commerce britannique rend de plus en plus intolérable ; elle repart sans avoir reçu aucun

(1) MARCO-POLO : marchand vénitien qui vivait au XIII^e siècle.

avantage; elle avait coûté 80.000 livres sterling. En 1802, 1808, la ténacité anglaise fait de nouveaux efforts, toujours vains. La nouvelle ambassade de 1816 est encore un désastre diplomatique pour l'Angleterre. La mission de Lord Napier est envoyée en 1834 : celui-ci y trouve la mort. Les intérêts de l'Angleterre en Extrême-Orient devaient être considérables pour qu'elle consentît avec une telle opiniâtreté de semblables sacrifices en hommes et en argent. Effectivement, la Chine constituait un immense débouché pour les denrées commerciales provenant notamment des Indes. **C'est ainsi que l'opium, dont les Indes sont un des principaux pays d'origine, commença à être introduit en Chine par la Compagnie des Indes, sous l'initiative du colonel anglais Watson, vers 1773.** Les bénéfices de ce commerce étaient considérables. La Compagnie des Indes en eut bientôt le monopole. En 1800, l'importation se chiffrait par 4000 caisses d'opium du poids de 72 kilogrammes. Chacune d'elle revenait à 625 francs, la Compagnie les revendait aux Chinois... 3.200 francs pièce. Pour faciliter le trafic en général, l'Angleterre avait de plus en plus besoin d'obtenir l'autorisation de commercer dans certaines provinces et l'abolition des droits de transit ou leur réduction. D'où tant d'efforts réitérés. D'autre part, les Chinois réagissaient violemment. Ils interdirent, par exemple, en 1800, l'importation de l'opium dont les effets désastreux commençaient à se faire sentir. Cette défense, fréquemment renouvelée, était tournée par les Anglais qui en organisaient savamment la contrebande avec la complicité de fonctionnaires indigènes, chèrement achetés. La violation de nouveaux édits gouvernementaux interdisant l'importation de l'opium amena, en 1838, comme représailles, la confiscation de toutes les caisses découvertes, soit environ 20.000. L'Angleterre saisit ce prétexte pour en arriver à ses fins et obtenir par les armes ce que la diplomatie n'avait pu lui donner. **Ce fut la « guerre de l'opium ».**

La Guerre de l'Opium

Blocus de la rivière de Canton, prise de Chang-Haï, remontée vers Nanking, la Chine était vaincue. Le « **Traité de Nanking** », ratifié par la suite (juin 1843) à Hong-Kong, fut signé... Ses conséquences devaient être immenses.

La clause essentielle était celle-ci : **Canton, Fou-Tchéou, Ning-Po, Chang-Haï étaient ouverts au commerce britannique;** des consuls y seraient installés. En outre, **Hong-Kong était cédée à l'Angleterre** à laquelle **la Chine payait encore 21 millions de dollars pour l'opium saisi et les indemnités de guerre.** Quant à l'opium meurtrier, l'Angleterre pouvait désormais en inonder la Chine. En 1853, l'importation atteindra 30.000 caisses, en 1854, 67.000

Profitant de la faiblesse de la Chine, la France (traité ratifié à Macao en août 1845), les Etats-Unis (traité ratifié à Canton, décembre 1845), la Belgique (juillet 1845), la Suède et la Norvège (1847) obtinrent bientôt des avantages du même ordre.

Les conséquences du traité de Nankin et de ceux qui le suivirent devaient être immenses. Avec eux la Vieille Chine, immuable derrière sa grande muraille qui devait la protéger de l'incursion des Tartares,

a vécu. De nouveaux facteurs de développement historiques pénètrent le pays des « Fils du Ciel ».

Le mouvement insurrectionnel connu sous le nom de Révolte des Taïpings en est déjà une première répercussion.

Révolte des Taïpings

Elle fut une réaction des masses paysannes contre le joug de l'étranger : joug ancien de la vieille dynastie mandchoue, joug récent du jeune capitalisme d'occident envahisseur.

Ses causes immédiates : contact avec l'Europe, guerre de l'opium et ruine conséquente du gouvernement existant, écoulement de l'argent hors du pays, perturbation dans l'équilibre économique par l'introduction des produits manufacturés étrangers.

En 1850, Marx définit ainsi la situation de la Chine (1) :

« La surpopulation lente, mais régulière du pays a déjà rendu de « puis longtemps l'ordre existant intolérable à l'immense majorité de « la nation. Puis les Anglais sont arrivés et ont obtenu la liberté de « commercer dans cinq ports. Des milliers de vaisseaux anglais et amé- « ricains se sont dirigés vers la Chine, en peu de temps inondée de « produits à bon marché des fabriques anglaises et américaines. L'in- « dustrie chinoise, fondée sur le travail manuel, n'a pas pu résister à « la concurrence des machines. L'inébranlable Empire du Milieu est « entré en crise. Les impôts ont cessé de rentrer, l'Etat s'est vu acculé « à la Banqueroute, la population, tombée en masses dans le paupérisme, « s'est fréquemment insurgée, a cessé d'obéir, a outragé et tué des man- « darins impériaux et des bonzes. Le pays s'est trouvé au bord de « l'abîme, menacé d'une révolution violente ».

Une certaine partie de la classe cultivée connaît la pensée, les philosophies, les religions de l'occident. Un missionnaire allemand, Gutzlaff a traduit la Bible. L'activité des sociétés secrètes et la propagande en faveur des sectes nouvelles se renforcent. Parallèlement la défaite a singulièrement affaibli le prestige de la dynastie mandchoue et le gouvernement des bureaucrates est incapable de contenir et réfréner les appétits du capitalisme occidental. Ainsi s'explique l'insurrection dont, dès 1851, l'instituteur compagnard **Hong** est le chef. Celui-ci a connu le christianisme par Gutzlaff, il a entrepris une puissante agitation **religieuse** dans les masses, s'est entouré d'adeptes, a utilisé à ses fins toutes les injustices sociales.

« On a vu apparaître dans la populace soulevée des hommes qui, « parlant de la richesse des uns et de l'indigence des autres, exigeaient « une nouvelle répartition des richesses, voire l'abolition de la pro- « priété privée, » écrivait encore Marx en 1850.

Dès 1851 Hong a une armée de 100.000 hommes. Après s'être emparé d'une ville après l'autre, en mars les insurgés sont maîtres de Nankin, qui restera longtemps leur capitale. La puissance de Hong s'étend sur une population de plus de 45.000.000 d'habitants, dans toute cette

(1) Cf. RIAZANOV : *Karl Marx et la Chine*, C. I. 11 juillet 1925.

vallée du fleuve Bleu, artère de la Chine. Mais l'Etat ainsi constitué était d'un caractère purement théocratique.

La politique de Hong avec les étrangers à partir de ce moment fut celle des relations bienveillantes, d'alliance même, particulièrement avec l'Angleterre — alors en guerre avec Pékin — qu'il imaginait de voir porter tôt ou tard le coup décisif à la dynastie. Et c'était naïveté!

A Pékin, l'influence du vieux parti chinois sur l'empereur prédominait alors. D'où les difficultés sans nombre suscitées pour traverser l'influence des étrangers. D'autre part, les nations européennes désiraient avoir accès aux ports du Nord et à la capitale de l'Empire. Un missionnaire catholique est tué; des matelots chinois montant un bateau qui bat pavillon anglais sont arrêtés, comme le dit cyniquement l'historien bourgeois : « L'occasion était excellente pour obtenir de la Chine de nouvelles concessions ». Les Franco-Anglais sont maîtres de Canton, ils remontent le Pei-Ho, menacent Pékin.

Les traités de TIEN-TSIN sont signés en juin 1858.

Les ports de Kioug-Tchéou, Tchao-Tchéou, Tai-Wan et Tam-Souei (Formose), Tche-fou, du Chang-Toung, Nankin et Nieou-Tchang (Mandchourie) sont ouverts au commerce étranger, ainsi que la navigation du « Fleuve Bleu » jusqu'à Hang-Kéou. Les forces anglaises et françaises se retirent de Canton moyennant chacune une indemnité de 4 millions de Taëls pour les premiers, 2 millions pour les seconds. En outre, les puissances alliées peuvent accréditer des légations à Pékin.

L'année suivante les plénipotentiaires arrivant pour la ratification des traités de Tien-Tsin trouvant le Péi-Ho barré, le fort de Takou armé et les Chinois préparés à une énergique résistance, essayèrent de forcer le passage : ils essayèrent un sérieux échec. C'est alors que les hostilités furent poussées avec activité et, le 13 octobre, Pékin était prise, le Palais d'été incendié. En France, déjà, des contemporains s'étaient élevés contre les agissements inqualifiables des Franco-Anglais. Victor Hugo, dans une réponse au capitaine Butler qui lui demandait son avis sur l'expédition de Chine, écrivait : « Un jour deux bandits sont entrés au Palais d'Été; l'un l'a pillé, l'autre l'a incendié », et, plus loin : « Nous, Européens, nous sommes les civilisés et pour nous les Chinois sont des Barbares! Voilà ce que la civilisation a fait à la barbarie! Devant l'Histoire l'un des bandits s'appelle la France, l'autre l'Angleterre ». Le prince Kong, le ministre d'alors, dut signer les **CONVENTIONS DE PEKIN**. Les traités de Tien-Tsin étaient ratifiés, des agents diplomatiques s'établiraient à Pékin, les droits des chrétiens étaient confirmés et de nouvelles places — telle Tien-Tsin — ouvertes au commerce étranger. De plus l'indemnité de guerre en taëls s'élevait à 60 millions de francs pour l'Angleterre et autant pour la France. Peu après la Chine traitait avec la Russie, avec la Prusse (1861), la Belgique (1862), le Portugal (1862), le Danemark (1863). La même année des ambassadeurs russes et espagnols s'établissaient à Pékin.

La guerre étrangère absorbait le gouvernement de Pékin et, de ce fait, favorisait les Taipings. En 1860 ils dominaient toute la Chine du Sud et la Chine coloniale. 1861 marque encore pour eux la conquête de Ning-

Po. L'acquisition d'une position maritime leur eut concédé un immense avantage stratégique. Battre les troupes impériales de Shang-Haï était d'abord nécessaire. Des opérations heureuses permirent aux Taipings d'approcher la ville. Mais ils constituaient une menace au cœur même des intérêts des Européens qui en organisèrent l'écrasement. Formation d'une armée sous les ordres des Américains Ward et Burgevine. Devant la supériorité des armements, la période des revers commença pour les Taipings. En 1864 Nankin est repris par les troupes gouvernementales, Hong s'était suicidé quelques jours auparavant. Le mouvement, en s'alliant avec l'étranger pendant la dernière expédition franco-anglaise, avait d'ailleurs perdu la sympathie des masses paysannes. Si nettement révolutionnaire à ses débuts, qu'en 1853 il conduisait Marx à des conclusions que celui-ci devait, en 1862, considérer « comme une surestimation du degré et de la promptitude des influences destructives du capitalisme anglais » en Chine, à cette époque, il était devenu un mouvement réactionnaire (1).

Il n'entre pas dans les limites de cette rapide esquisse d'insister sur les divers événements de la période 1863-1884. Les réactions contre la domination étrangère atteignent alors leur point culminant dans les massacres de Tien-Tsin, l'effervescence de Chang-Haï (1874). Le fait est que missionnaires comme négociants se savent en pays conquis et agissent en conséquence. La « **Traite des Jaunes** » ne fut pas un des moins grands scandales de ce temps.

Un des faits capitaux c'est l'intérêt nouveau des puissances occidentales pour les **voies de pénétration terrestres** : tentatives anglaises en Birmanie, et dans le Yunnan, établissement des Russes au nord de l'Amou-Daria, dans la province de « l'Illi », etc...

Quant à la France, elle aussi poursuivait son œuvre de pénétration. La possession de la Cochinchine et le protectorat du Cambodge la font suzeraine de tout le cours inférieur du Mékong. Elle explore les routes du Yun-Nan, le Mékong et le Fleuve Rouge, conquiert le delta du Fleuve Rouge.

Guerre Franco-Chinoise⁽²⁾

Elle eut pour cause l'occupation par la France de l'Annam et du Tonkin. Après la prise de Shang-Haï, le gouvernement chinois entama des pourparlers qui aboutirent aux **Préliminaires de paix de Tien-Tsin**. La Chine renonçait au Tonkin au profit de la France et reconnaissait l'accord franco-annamite.

Mais bientôt un nouveau conflit éclata, en relation avec l'évacuation des troupes chinoises de quelques forteresses du Tonkin. Et ce fut à nouveau la guerre. La flotte française (amiral Courbet) rétruisit l'escadre chinoise, anéantit l'arsenal de Fou-Tchéou, fit le blocus de Formose et de la côte méridionale de la Chine. Toute cette campagne aboutit à un **nouveau traité confirmation de la paix de Tien-Tsin**.

(1) Cf. RIAZANOV : *Karl Marx et la Chine*, C. I. 11 juillet 1925.

(2) D'après POPOFF : *Esquisse d'une Histoire de la Chine*. Moscou : Edition Proletarii.

Après les événements du Tonkin, la Chine traversa une période de vie plus ou moins paisible.

Les récentes défaites avaient valu certains enseignements au gouvernement. Il réussit à remonter son armée et sa flotte selon les exigences de la technique nouvelle.

Mais, entre temps, le Japon entra dans l'arène politique mondiale. Très rapidement ce pays jeune se joignit au concert des impérialistes, vingt-cinq ans seulement après la révolution de 1868 qui avait porté le coup de grâce au féodalisme japonais, le Japon se mettait à méditer son plan de conquête. Il lui fallait avant tout un solide point d'appui sur le continent. La Corée occupait par ses relations avec le Japon une situation géographique telle que forte elle constituait pour eux une permanente menace, faible elle était une perpétuelle tentation de domination sur le continent.

D'autre part la Chine affirmait toujours davantage ses prétentions à un droit souverain sur la Corée, aussi le Japon se préparait-il énergiquement à une guerre avec sa rivale.

Guerre Sino-Japonaise

Les occasions de désaccord ne manquaient pas et la guerre sino-japonaise de 1894 ne fut que le résultat de longues années de frictions d'intrigues et de concurrence. Les succès des Japonais se poursuivirent : prise de Port-Arthur, prise de Wei-Ha-Wei après des opérations de terre et de mer combinées, préliminaires de paix, signature du **Traité de Shimonoseki**. D'après ses clauses, la Corée était reconnue indépendante, le Japon recevait Formose, les îles Pescadores, la presqu'île de Leao-Tong avec la base militaire de Port-Arthur, plus une indemnité de guerre de 200 millions de taëls; les ports de Cha-Chi, Tchong-King, Sou-Tchéou, Hang-Tchéou étaient ouverts au commerce étranger. Outre cela le gouvernement chinois déclarait ne pas mettre obstacle à la construction en Chine de fabriques et d'usines, ainsi qu'à l'importation de machines étrangères.

L'intervention de la Russie contraignit le Japon à **retrocéder la presqu'île de Lao-Tong** et, en échange, elle reçut le droit de tracer le chemin de fer en Mandchourie septentrionale. En décembre 1895 la Banque Russo-Asiatique est fondée. La France et l'Angleterre reçurent également de nombreux avantages, notamment sur les frontières de l'Annam et de la Birmanie.

Les conséquences de la paix de Shimonoseki pour la vie économique de la Chine furent immenses. La perte de Formose — avec ses vastes plantations de thé, ses jardins, qui nourrissaient des millions de travailleurs du littoral sud-est — devait avoir une répercussion désastreuse sur le développement de l'économie chinoise. Les conséquences politiques n'étaient pas moins grandes, et elles ont, actuellement encore, leur répercussion. Jusqu'à la guerre le rôle prépondérant en Orient appar-

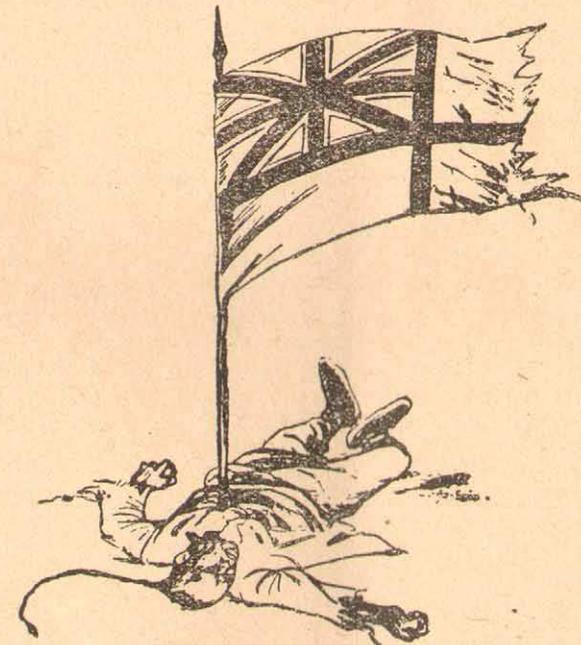
(1) D'après POPOFF : *Esquisse d'une Histoire de la Chine*. Moscou : Edition Prolétarii.

nait à la Chine, le Japon jouait un rôle de second plan et, souvent même, subalterne. La guerre sino-japonaise modifia de façon fondamentale ces rapports. Elle montra péremptoirement que l'ordre économique féodal ruinait la Chine, que la Chine, si elle voulait subsister comme un tout politique et économique, devait se régénérer et entrer dans la voie d'un large développement capitaliste.

En 1894, le mouvement révolutionnaire commence à se développer en Chine. Son objectif était le renversement de l'ordre politique. Il dénonçait tous les obstacles à l'essor des forces économiques, aërait l'atmosphère raréfiée de la vieille Chine.

A cette époque, la Chine entre politiquement en décomposition. Les impérialismes déchainés ne vont pas tarder à en faire leur profit, pour asservir définitivement le vaste Empire. Les gigantesques appétits de l'Europe occidentale, de l'Amérique et du Japon, créés par leurs nécessités économiques nouvelles, ne connaîtront plus aucun frein. Et commence alors une période qu'un seul mot peut caractériser : **La Corée**. Tel est le terme à présent historique, qui définira, dans le passé récent, l'activité des vautours impérialistes lacérant la Chine par morceaux.

(A suivre.)



Zenker

La Guerre du Maroc (1)

Situation générale. L'approche du printemps fait entrer les opérations dans une phase de préparation active en vue des combats prochains. Des crédits importants sont votés, les troupes nombreuses quittent la métropole pour le charnier marocain, des dispositions sont prises pour élargir la guerre au Moyen-Atlas et dans le Sud du pays. Cependant que Violette et Saint, satrapes d'Algérie et de Tunisie, parcourent leurs provinces pour en tâter le pouls et pour intensifier la répression déjà si sévère contre les ouvriers et les paysans sympathiques aux vaillants lutteurs riffains.

De son côté Abd-el-Krim sonde le front ennemi sur l'Ouergha et sur Tétouan, recherchant le point faible où il tentera à nouveau de rompre la barrière ennemie. En attendant, il a l'initiative des opérations; pour la lui enlever, ses ennemis auront encore bien des efforts à faire.

Le front riffain. Le 27 février les tribus riffaines du nord de l'Ouergha ont pris l'offensive contre la place forte de Taounat, qui garde la route de Fez (1); durant plusieurs jours la pression s'est maintenue sur ce point solidement retranché au cours de l'hiver, entouré d'une véritable ceinture de forts, puis la pression des insoumis a glissé vers la droite dans la direction du Djebel-Messaoud, sur la rive gauche de l'Ouergha, menaçant ainsi de tourner la position de Taounat. C'est à grand peine que les réserves mobiles de Fez contiennent le mouvement en avant des tribus..

Ces opérations sur Taounat et sur le Djebel Messaoud posent à nouveau devant le commandement français un problème qu'il ne peut résoudre qu'avec les plus grandes difficultés. Les quelques tribus du nord de l'Ouergha qui, au cours de l'hiver, firent leur soumission furent armées, comme c'est la coutume au Maroc, et constituèrent des groupes de partisans sous le commandement d'officiers de renseignement et furent chargés d'assurer la sécurité de leur propre territoire. Mais pour pouvoir remplir ce rôle, il fallait à ces tribus un armement suffisamment perfectionné, tout au moins suffisamment approvisionné, mais, d'autre part, en armant trop abondamment les tribus soumises qui peuvent d'un moment à l'autre passer à nouveau à la dissidence, on risque d'armer des ennemis de demain : tel est le dilemme qui se pose devant nos « stratèges ».

Le caïd Ohmar Ben Hamidou, chef des Marnissa armés succinctement, ayant peur de manquer de munitions pour résister aux Riffains, réclama des approvisionnements plus abondants. Le commandement pense, comme le disait un de ses représentants, que « la situation est malheureusement insoluble. La confiance placée dans les partisans doit être très limitée; il est indispensable de ne pas les armer propulsivement au cas, toujours possible, où ils se retourneraient contre nous, soit à la suite de représailles riffaines, soit à la suite d'un revers local de nos armes » (*Temps*, 11 mars 1926).

(1) Voir Croquis N° 3.

Le problème est en effet insoluble. De même que la bourgeoisie donne au prolétariat, en l'enrôlant dans l'armée, des armes qui un jour se tourneront contre elle, de même, dans les guerres coloniales, l'impérialisme verra se retourner contre lui les armes qu'il aura fournies à certaines fractions d'exploités coloniaux en vue de la lutte contre d'autres fractions. Les marxistes seuls peuvent comprendre cela.

Front espagnol. C'est dans le secteur de Tétouan que l'activité militaire a été particulièrement vive au cours des dernières semaines. Le bombardement de Tétouan par les Riffains, qui débuta aux premiers jours de février à l'heure même où Pétain et Primo de Rivera élaboraient leur plan de collaboration militaire, ne s'est point interrompu depuis. Les Espagnols ont annoncé qu'ils allaient rapidement liquider cette situation, mais ils n'ont jusqu'à ce jour réussi qu'à se faire battre dans leurs tentatives d'établissement sur les hauteurs sud de la ville. Si l'on en croit les communiqués, les Riffains auraient sous les murs de Tétouan 12.000 hommes prêts à s'en emparer. L'hypothèse est plausible; l'opération ne pourrait qu'être très avantageuse pour les Riffains; non seulement du point de vue moral, mais encore matériellement, ce serait pour eux une nouvelle base d'opérations pour l'établissement d'une liaison avec Tanger et aussi une fenêtre sur la mer qui compenserait, dans une certaine mesure, la perte d'Adjir.

Front du Moyen-Atlas. La « tache de Taza », l'irréductible « bloc berbère » des Beni Ouarain, « amoureux farouches de leur indépendance », est, sans nul doute, un danger continu sur les derrières des troupes françaises du front riffain. L'année 1924, aux dires « des vieux Marocains » de l'état-major de Rabat, devait être l'année de la réduction définitive de la Tache de Taza; les opérations de l'Ouergha modifièrent ce projet. Il semble que le commandement veuille aujourd'hui reprendre les opérations sur ce front. Les préparatifs sont poussés activement dans les postes en bordure de la « Tache », en particulier aux deux extrémités nord-est et sud-ouest, pour faire tenaille. Dans le pôle nord-est la réaction des paysans marocains est jusqu'à présent vigoureuse. Aux bombardements d'avions et aux coups de mains dans les postes, les tribus immédiatement au sud de Taza ont énergiquement riposté : les 21 et 23 février des combats violents sur lesquels les communiqués sont très brefs, ont eu lieu. Le pôle sud-ouest de ce bloc de dissidence est constitué par le « redoutable » massif de Tichoukt, à 60 kilomètres au sud de Fez et qui, « sur une vingtaine de kilomètres, profile une croupe en forme de lézard dépassant 3.000 mètres ».

En 1923 l'encercllement du massif est commencé; en 1924, « pour amener les Tserouchnis (tribu du Tichoukt) à la soumission, il faudra encore resserrer le cordon de nos postes, tant au nord qu'au sud » (1). En 1925, pas d'opérations, mais au printemps 1926 la réduction du Tichoukt va reprendre, comme nous l'apprend le communiqué officiel du 23 février. Déjà les postes qui entourent le massif ont commencé le bombardement des douars paisibles, au printemps ce sera l'assassinat, le rapt des troupeaux, l'incendie des kasbah et des récoltes. Tel est l'ordre de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

(1) Lieutenant-colonel BUCHSENSCHUTZ : *Revue d'infanterie*, avril 1925.

Front Sud. C'est le Tafilalet, le bloc Beraber, occupé par 110.000 âmes qui s'échelonne des pentes du Grand-Atlas aux confins du désert; en grande partie insoumis et dont de grandes fractions soumises viennent de passer à la dissidence à la suite des agissements de soudards, renouvelant les exploits du capitaine Carbillet au Djebel-Druze. Les régions de Ksar-el-Souk, Bou-Denib, Talsint sont en pleine effervescence. Ici aussi l'ordre est donné de « réduire », de soumettre. Au printemps nos colonnes mobiles sèmeront la mort et l'incendie.

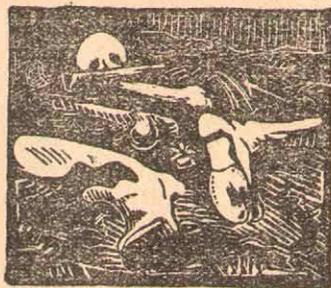
Et cela, pour qui? Pour la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Et cela, contre qui? Contre un peuple qui, peut-être, n'a jamais entendu parler de nous et qui ne demande qu'à vivre en paix.

Et cela, avec quoi? Avec le sang des ouvriers et des paysans de France!

Avec l'extension considérable du front marocain, dans les jours qui viennent, les sacrifices en vies humaines et en argent vont s'accroître d'une façon considérable. Le danger est grand pour le prolétariat, pour les paysans, pour les petites gens, pour le peuple.

Il ne lui reste qu'à se dresser, uni et fraternel avec les paysans coloniaux victimes de l'impérialisme.



La guerre est un fossoyeur qui se fait payer cher

Victor-Hugo.

Le Situation en Syrie

La Situation Politique

La Commission des mandats. La commission des mandats de la Société des Nations a rendu son jugement sur le rapport De Caix. Il approuve, tout naturellement, l'attitude de l'impérialisme français. En pourrait-il être autrement? Le délégué Syrien, le Cheikh Arslan a-t-il pensé qu'il pourrait toucher la corde sensible des membres de l'aéro-page réuni à Rome? Il sait maintenant, probablement, que ce ne sont là que pantins qu'une même main, celle de l'impérialisme international, fait mouvoir. Qui aurait osé protester? L'Angleterre, peut-être, qu'on retrouve toujours à l'origine de toutes les difficultés que rencontre la France dans le Proche-Orient; mais « nos voisins s'exposeraient à se voir rappeler l'insurrection kurde permanente en Mésopotamie depuis 1923, la révolte du Cheik Mahmoud qui s'éternise, les bombardements successifs de Soulamanieh et de Kirkouk, sans parler des raids d'avions fréquents et réguliers, par lesquels l'administration britannique procède à la levée de l'impôt sur les tribus du Bas-Euphrate » (*Débats*, 21 février 1926). Ce qui revient à dire : nous avons les uns et les autres de petites histoires à notre compte, elles s'annulent, n'en parlons plus. Quant à ceux qui en font les frais, ils n'ont aucune voix au chapitre. C'est une affaire entre patrons.

La commission des mandats a donc approuvé l'attitude de l'impérialisme français en Syrie; cependant, elle n'a pas manqué de remarquer qu'en ce qui concerne le Djebel-Druze, « La France a voulu le civiliser trop tôt »; peut-on avoir à un plus haut degré le sens de l'humour!

Ce n'est pas la méthode de « civilisation » utilisée que la commission critique, mais l'opportunité de son application. Il est permis d'assassiner, de piller, d'incendier, mais pas avec une telle méconnaissance des circonstances et des situations! Ce n'est là d'ailleurs qu'un tout petit grief que fait la commission, une simple indication amicale à l'impérialisme français.

L'accord franco-turc. La rapidité avec laquelle il a été conclu au lendemain de l'entrevue Chamberlain-Mussolini à Rapallo, montre très nettement, comme l'indique le *Daily Herald*, que « le gouvernement français a rompu brusquement et d'une façon fort dramatique avec la politique de coopération anglo-française en Orient ». Bien plus, il est, comme l'indiquerait l'article premier, dirigé contre l'Angleterre, puisqu'il assurerait à la Turquie la neutralité de la France dans un conflit de la Turquie avec une autre puissance ou, pour mieux dire, dans un conflit anglo-turc sur la question de Mossoul.

Quelles autres combinaisons se cachent sous cet accord? Quel sort réserve-t-on à la Syrie dans ces tractations? Le temps sous peu nous l'indiquera. Toujours est-il que la presse anglaise marque très nettement son mécontentement à l'occasion de l'accord.

Situation militaire

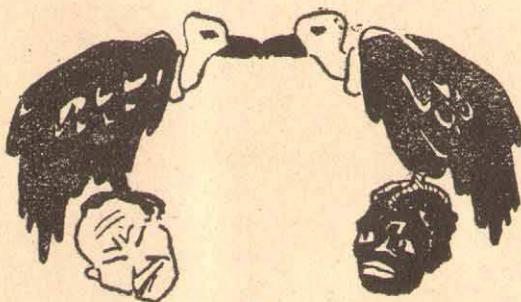
Elle est loin d'être liquidée comme semble l'indiquer la presse bourgeoise. La lutte est toujours violente à Damas même, où les tanks sont impuissants à réduire les petits groupes d'insurgés qui harcèlent continuellement les troupes françaises, les voies ferrées de Beyrouth-Damas et du Hedjaz continuent à être coupées à tout instant; dans le Liban, à Rachaya, dans le mont Hermont, des groupes de partisans tiennent en respect leurs ennemis.

L'activité des insurgés, que la presse bourgeoise qualifie de « bandits », semble donc cantonnée actuellement dans le Liban, au sud de la voie ferrée Beyrouth-Damas.

L'insurrection syrienne semble actuellement traverser une phase intermédiaire entre deux vagues révolutionnaires. L'ampleur de la guerre de partisans est en effet tout à fait indicative à cet égard.

La lutte de partisans, c'est-à-dire le combat avec des petits groupes de quatre ou cinq hommes, très mobiles, se rencontre surtout dans la période initiale de l'insurrection, lorsque des masses larges ont compris la nécessité de la lutte, des groupes de combat se forment spontanément, en dehors de toute organisation révolutionnaire. Elle se retrouve dans les retraites, dans les périodes comprises entre deux mouvements insurrectionnels, elle fait alors l'office de combats d'arrière-garde qui permettent au gros de se regrouper et d'établir une nouvelle base d'opérations en vue de nouveaux combats.

Il ne semble pas, pour l'instant, que l'insurrection soit disposée à mettre bas les armes, elle est toujours debout malgré tout l'arsenal de moyens dont disposent ses ennemis. La victoire ne peut que couronner tôt ou tard un mouvement si tenace et si conscient du but qu'il poursuit.



(Bois gravé de LEBEDEF).

ALEXANDRE BLOK

Poème d'une puissance digne de l'Octobre russe, écrit au lendemain de la paix de Brest-Litovsk. Appel pathétique pour la paix, à l'Occident « civilisé », qui, sourd et incompréhensif, ne sut répondre que : Trahison! Et la « lyre barbare » avait convié en vain! Mais, en Russie, le grand acte politique qu'était Brest-Litovsk eut une signification si claire et un tel écho que des grands poètes — tel Blok — se dressèrent pour glorifier « la vraie victoire dans la défaite brutale », les Scythes à l'immense force, la force de la Révolution naissante.

LES SCYTHES

Vous êtes des millions. Nous, nous sommes des multitudes.
Essayez de nous combattre!
Oui, nous sommes des Scythes!
Aux yeux bridés, aux yeux avides.

A vous, il faut des siècles, à nous une heure suffit.
Nous, comme des esclaves soumis,
Avons tenu le bouclier entre les deux races ennemies
Des Mongols et de l'Europe.

Durant des siècles et des siècles vos vieilles forges forgeaient,
Couvrant de leur vacarme le tonnerre des avalanches
Et vous vous étonniez comme d'un conte barbare
Quand s'écroulaient Lisbonne et Messine.

Des centaines d'années, tournés vers l'Orient,
Vous avez thésaurisé nos perles.
Et, raillant, vous n'attendiez que l'heure
De braquer la gueule de vos canons.

Et l'heure sonna. Le malheur bat des ailes.
Et chaque jour multiplie ses méfaits.
Un jour viendra peut-être,
Où rien de vos trésors ne subsistera plus!

O vieux monde! Avant que de périr,
Tant que tu languiras encore, d'une douce langueur,
Arrête-toi, sage comme l'Œdipe
Devant ce sphinx de l'antique énigme.

La Russie est un Sphinx, exultante et triste,
Ruiselante d'un sang noir,
Elle te regarde, te regarde toujours
Avec haine, avec amour.

Aimer, comme aime notre sang
Aucun de nous ne le sait plus depuis longtemps.
Vous avez oublié que dans le monde est
Un amour qui brûle et qui détruit!

Nous aimons tout : l'ardeur des chiffres sévères,
Et le don des visions divines,
Nous saisissons l'esprit subtil des Gaulois
Et le génie crépusculaire des Germains.

Nous nous rappelons tout : l'Enfer des rues de Paris
Et les fraîches brises de Venise;
La lointaine senteur des citronniers en fleur
Et les lourdes bâtisses enfumées de Cologne.

Nous aimons la chair, le goût de la chair, sa couleur,
L'odeur étouffante et mortelle de la chair,
Est-ce de notre faute si vos os
Craquent dans nos pattes lourdes et tendres.

Nos mains sont faites pour dompter
Les chevaux rétifs qui se jouent,
Et briser leurs lourdes mâchoires.
Nos mains sont habituées à courber les esclaves rétives.

A nous! Venez à nous! Venez des horreurs de la guerre
A notre étreinte pacifique
Tant qu'il n'est pas trop tard.
Au fourreau le vieux glaive! Camarades! Nous serons frères.

Sinon — nous n'avons rien à perdre
Et nous serons perfides —
Durant des siècles et des siècles votre progéniture débile
Vous maudira, vous maudira!

Par les forêts et les prairies, devant la belle Europe
Nous prendrons le large
Et nous retournerons vers vous
Avec nos gueules grimaçantes d'Asiates!

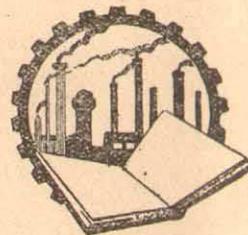
Venez tous! Venez à l'Oural,
Nous faisons tous place au combat,
Entre les machines d'acier, animées par le calcul intégral
Et les hordes mongoles.

Mais nous-mêmes, dorénavant, cesseront d'être vos boucliers,
De participer au combat.
Nous regarderons bouillonner la mêlée meurtrière
De nos yeux étroits!

Nous ne broncherons plus quand les Huns féroces
Fouilleront les poches de vos cadavres,
Brûleront les villes, feront écurie dans les églises,
Et grilleront la chair de leurs frères blancs.

Une dernière fois! Ravise-toi, vieux monde!
Au festin fraternel de travail et de paix,
Une dernière fois! Au festin fraternel et joyeux
Te convie la lyre barbare.

30 janvier 1918.



Alexandre Blok, poète russe, mort en août 1920, adhéra dès le début à la Révolution. Avec ses poèmes « Les Douze » et « Les Scythes », il est, comme on l'a écrit, indissolublement lié à la révolution des masses laborieuses de Russie, bien que, dans la suite, il ait « manqué de courage pour suivre la Révolution dans ses tribulations créatrices ».



NOGUÉ

Le Fascisme en France

.....
Coup d'œil d'ensemble sur l'activité fasciste dans le mois écoulé.

Activité Politique

I. Une Tactique.

I. De toutes les organisations fascistes ou pro-fascistes, c'est le faisceau qui dans les dernières semaines a déployé le plus d'activité. A noter avant tout l'effort tenté pour absorber et dissocier les autres organisations. Le 12 février, les gens du Faisceau adressaient par l'intermédiaire de la Conférence des Ligues, aux différentes Ligues fascistes trois motions : un projet de relèvement du franc, une adresse de félicitations à Mussolini au lendemain de son discours germanophobe, une requête en faveur de l'admission de la Pologne dans le Conseil de la S.D.N. Tel était le terrain sur lequel le « Nouveau Siècle » avait résolu d'évaluer — pour se les assimiler ou les combattre — les autres Ligues. Voici en quels termes Bourguin juge l'attitude de la Ligue des Patriotes et des Jeunesses Patriotes qui n'ont pas encore répondu à l'invite qui leur a été faite :

« N'est-ce pas désolant que cette réponse qui, dans les circonstances graves où nous sommes, pouvait avoir une grande part d'influence et d'action dépende, non de la décision d'un chef, mais de la délibération d'un Comité, à séances peut-être distantes et décousues? N'est-ce pas désolant, surtout, quand les chefs sont le général de Castelnau et M. Pierre Taittinger?... »

« Pourquoi ne pas signer? Parlementarisme!... Et les Jeunesses Patriotes sont anti-parlementaires!!... ».

La conclusion qui se dégage de cette polémique aux yeux des fascistes, c'est que les Jeunesses patriotes ont des chefs incapables et que leur place est au Faisceau.

II. Le cas Delagrangé. Une des tâches essentielles du Fascisme, c'est de détourner la classe ouvrière de ses véritables devoirs de classe. A cette fin les moyens les plus divers sont utilisés : démagogie outrancière, verbalisme révolutionnaire, corruption des chefs locaux du mouvement ouvrier. Par ces procédés, le Fascisme peut parfois réussir à rallier des ouvriers politiquement arriérés ou moralement dévoyés. Delagrangé rentre sans aucun doute dans cette dernière catégorie.

Voici les faits. Au cours des années 1924 et 1925, le « Communiste » Delagrangé, ancien maire de Périgueux, est en relations avec le royaliste G. Valois. C'est l'Action Française qui, dans sa polémique avec Valois, nous le révèle.

Peu avant la première journée fasciste à Verdun, le *Nouveau Siècle*, sous la rubrique : « De Périgueux à Verdun », publie une série d'articles qui présagent la « conversion » de Delagrangé, dont l'adhésion est bientôt effective. Entre temps, le « Communiste » Delagrangé, qui gère depuis son départ de la mairie de Périgueux, une coopérative de cette ville, se fait exclure de son Parti pour malhonnêteté.

Il s'agit donc bien ici, dans l'affaire Delagrangé, d'un cas de moralité, cas individuel, sans autre signification politique.

Des adhésions d'éléments ouvriers au fascisme pour des raisons idéologiques et sociales, restent d'ailleurs toujours possibles comme le montre l'étude du Fascisme italien. Il est à remarquer que, dans ce cas, les recrues se comptèrent surtout parmi les chefs syndicalistes soréliens. Citons Agostino Lanzillo, Farinacci, Rossi, etc... Les raisons de ce phénomène? C'est un fait que la doctrine de l'auteur des « Réflexions sur la violence », du « Métaphysicien du Proletariat », a certains points communs avec la doctrine fasciste.

« La différence n'est pas si grande entre le Fascisme et le Socialisme sorélien que leur désaccord soit irréductible », affirme un écrivain fasciste. Il y a chez Sorel des survivances évidentes de nationalisme que dissimule mal la forme révolutionnaire qui l'enveloppe, un nationalisme à la Proudhon, si l'on veut, que le « socialisme national » des fascistes peut au demeurant adopter. La « petite bourgeoisie » et « l'aristocratie ouvrière » sont les couches sociales les plus facilement accessibles à une semblable idéologie. Valois le sait. N'a-t-il pas déjà en 1912 essayé d'attirer dans un « Cercle Proudhon » les chefs du mouvement syndical et les soréliens pour les conquérir à la monarchie. Ce fut un insuccès. Nous assistons à un nouvel essai. Nous en verrons les résultats. Mais, pour l'instant, nous nous refusons à considérer le cas Delagrangé — isolé et individuel — comme cas typique de passage d'un chef syndicaliste au Fascisme tel que veut l'exploiter Valois.

III. La Journée de Verdun. A l'instar du Fascisme allemand, le fascisme français organise des journées d'agitation, simples essais de mobilisation, pour l'instant, expéditions contre les centres ouvriers, demain, si le prolétariat n'y veille.

La première journée nationale du Fascisme eut lieu à Verdun, le 21 février. Elle fut un échec plus retentissant encore si on l'évalue en fonction de la préparation qui la précéda et des dimensions du mensonge des compte-rendus qui la suivirent.

Effectifs faibles, enthousiasme nul, indifférence de la population catholique de Verdun (chef-lieu de diocèse), contre-manifestation prolétarienne telle que Verdun n'en vit jamais, marquèrent, à la vérité, la première journée nationale du Fascisme.

Au compte des autres organisations fascistes, signalons l'élection de Tardieu à Belfort, appuyée énergiquement par la presse fasciste ou pro-fasciste; la mobilisation par la Fédération nationale catholique de milliers de paysans bretons à Landerneau le rassemblement de toutes les formations de la Région Parisienne à l'occasion des élections dans le deuxième secteur. Notons la spontanéité de l'union entre les forces de droite, fascistes ou pro-fascistes, pour la constitution du front anti-prolétarien. Exemple à méditer par le prolétariat divisé de ce pays.

Activité Militaire

I. Le Faisceau. La première Journée nationale des fascistes français à Verdun a permis de se faire, dans une certaine mesure, une idée de Légions, organisation de combat du Faisceau.

Sans doute nous ne pouvons pas évaluer l'ensemble des effectifs des Légions; il n'y avait à Verdun que des délégations peu nombreuses. Les chiffres accusés par le *Nouveau Siècle* étaient singulièrement grossis: 4.000 Légionnaires; il n'y en eut que 480 à défilé dans les rues de Verdun (160 rangs de trois).

Défilé par sections de 30 (10 rangs de trois), au pas cadencé, matraque en main!

La qualité des troupes?... Dans l'ensemble, impression de physiques sans résistance, pourcentage important d'hommes âgés, approximativement :

- 30 à 35 % au dessus de 45 ans;
- 45 à 50 % de 30 à 45 ans;
- 15 à 20 % au-dessous de 30.

Parmi les hommes au-dessous de 40 ans, à peu près quinze pour cent sont bons pour la réforme. De prolétaires, les apparences n'en signalaient pas une douzaine. Il semble qu'en raison de l'importance accordée par le Faisceau à son organisation militaire, les résultats soient loin de correspondre à l'effort mis en jeu.

Mais, à côté du développement de l'organisation, l'éducation militaire des fascistes est poussée activement, comme en fait foi la note suivante du *Nouveau Siècle* (28 février) :

« SERVICE D'ORDRE »

« Les Légionnaires, Aspirants et Membres des Jeunesses fascistes « volontaires pour les services d'ordre sont priés de se faire connaître d'urgence à leur chef direct.

« Un service central, qui fonctionnera bientôt 20, rue d'Aguesseau, « sera chargé de constituer les équipes de service d'ordre et convoquera « directement, dorénavant les éléments de service d'ordre des réunions.

« A partir du mardi 9 mars, des réunions auront lieu, tous les « mardis, de 18 heures à 19 heures, au siège du Faisceau, 20, rue d'Agues-

« seau, sous la direction de notre camarade Hardouin, qui donnera des « indications techniques sur l'organisation des services d'ordre.

Ce que seront ces « réunions pratiques », nous le savons : des leçons d'assomage des prolétaires!!

II. Les Jeunesses patriotes. Elargissement et perfectionnement de leur organisation de combat. Leur journal hebdomadaire *Le National* publie régulièrement les convocations des centuries et des compagnies. En voici quelques-unes prises au hasard :

15^e arrondissement. — La semaine de service pour la semaine du 14 au 20 est la 37^e centurie.

Les permanences des centuries et leurs tours de service sont arrêtés comme suit :

Le 17 février, 37^e; le 24 février, 137^e; le 3 mars, 36^e; le 10 mars, 136^e; le 17 mars, 37^e; le 24 mars, 137.

A la permanence du 15^e arrondissement, 159, rue Lecourbe.

9^e arrondissement. — Réunion de la 14^e centurie, le deuxième lundi de chaque mois, à la Brasserie Mollard, 1^{er} étage, en face de la gare Saint-Lazare, à 21 heures.

15^e centurie : au « Clair de Lune », angle de la rue Rochechouart et de la rue de Maubeuge, premier étage, en face de la gare Saint-Lazare, à 20 heures 45.

113^e et 114^e centuries, au même endroit, le quatrième mercredi de chaque mois.

Etc., etc...

Elles ont récemment adopté le béret basque sur lequel lieutenants et capitaines ont cousu leurs galons !

Convoquées le 5 mars à Japy « pour assurer l'ordre » (1) à la réunion contradictoire de leurs amis de Kérillis et Raynaud, ils avaient répondu au nombre de 600.

A la liste de leurs « prouesses », ajoutons les manœuvres dans la région de Belfort, pour soutenir la candidature Tardieu et, en Poitou, le coup de main sur Jacques Sadoul en tournée de propagande.

III. Les Camelots du roi. Ceux-ci exultent : n'ont-ils pas réussi à empêcher le meeting du 9 mars aux Sociétés Savantes, où Jacques Sadoul devait prendre la parole! Reconnaissons que leur manœuvre fut assez bien conduite, quoique singulièrement facilitée par — disons-le — une certaine imprévoyance du parti du prolétariat. Il y eut en l'occurrence de sa part une sous-estimation des « possibilités » des gens de l'*Action Française*, dans le sens de la sauvagerie. Le prolétariat est averti. Il l'avait déjà été. Il n'en tira point en temps opportun la leçon pratique : **renforcement et perfectionnement de son organisme de défense, le Service d'ordre.** Que cette nouvelle expérience le fasse sérieusement réfléchir. **Le Service d'ordre du prolétariat est une nécessité de plus en plus actuelle et urgente devant le Fascisme actif, organisé, armé.**

Plus que jamais le mot d'ordre reste : **surveillance attentive et défiance soutenue de l'adversaire; organisation de la défense prolétarienne et renforcement de la discipline.**



SCAPA

L'Expédition ⁽¹⁾

Caractères de l'expédition — Opérations militaires — La situation en Italie et à Rome — L'attitude du gouvernement.

La marche sur Rome fut donc une promenade militaire à travers un pays déjà vaincu. Bien avant la marche sur Rome, le fascisme était maître de l'Italie : les organisations ouvrières détruites, le prolétariat démoralisé, les paysans soumis, il ne rencontra plus d'obstacles sérieux. Dans les départements, préfets, commissaires de police, juges, carabiniers, obéissaient déjà aux fascistes; ceux-ci pouvaient lancer des ordres de bannissement contre les militants ouvriers et ordonner la confiscation des journaux anti-fascistes, sans être nullement molestés. Ceci même quand le pouvoir appartenait à un ministère libéral. Les fascistes se déplaçaient en masse d'une province à l'autre, sans qu'on pût les obliger à payer le chemin de fer; ils manifestaient dans les rues, encadrés militairement, casqués et la carabine à l'épaule.

Il faut donc enlever à la marche sur Rome ce caractère romanesque et belliqueux, dont les fascistes l'adornent si volontiers.

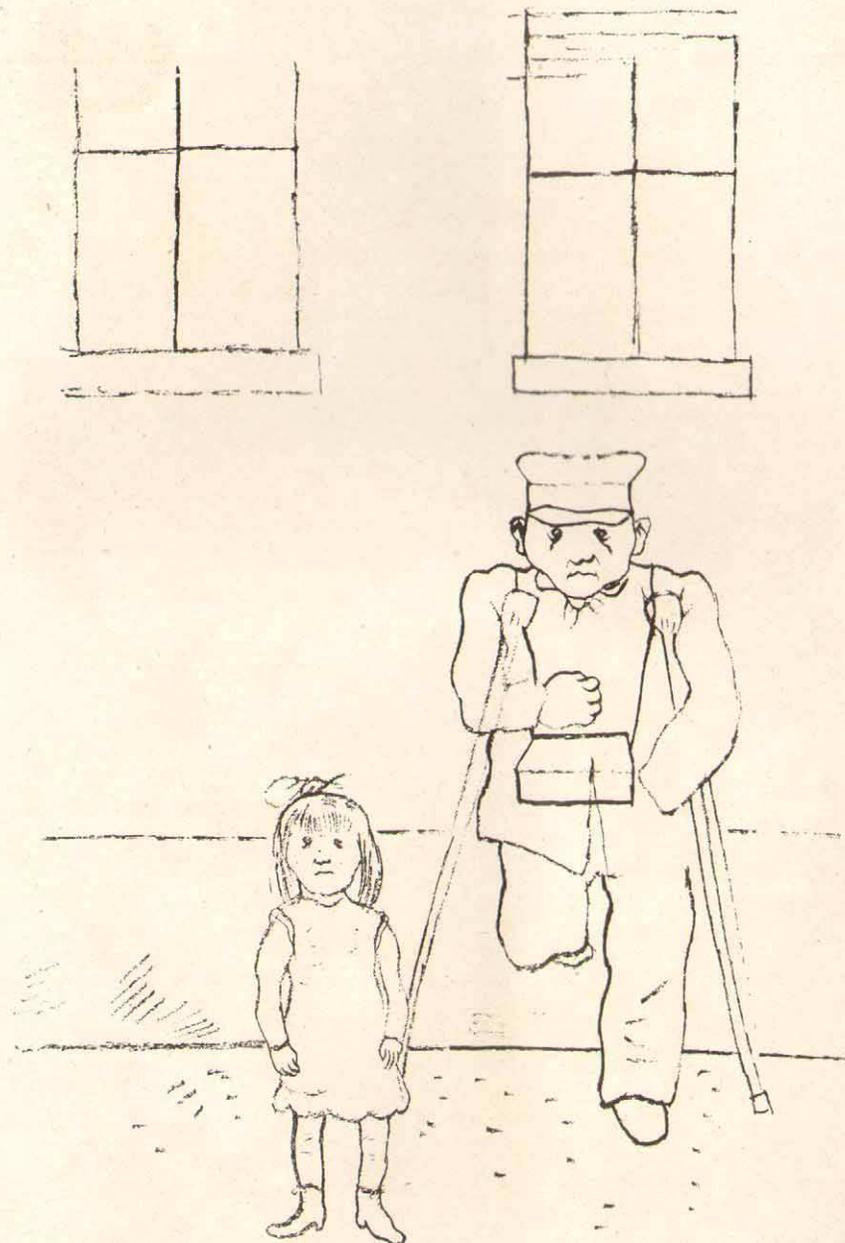
Après la parade de Naples, le 26 octobre, les courriers du commandement militaire fasciste partirent pour tous les chefs-lieux de départements avec les instructions politiques et militaires concernant la marche sur Rome. Le QUADRUMVIRAT, composé de l'ex-syndicaliste Michel Bianchi, de l'ex-républicain Italo Balbo, du général en service actif De Bono et de Devecchi, transporta son quartier général à Pérouse (Ombrie), à mi-chemin sur la route de Rome, dans une zone absolument sûre pour le fascisme. L'appui ouvert des autorités politiques et militaires y était certain et les forces anti-fascistes anéanties. De Pérouse, le Quadrumvirat lança la proclamation suivante :

« Fascistes! Italiens! L'heure qui décidera est venue. Il y a quatre ans, à pareille date, l'armée nationale prenait l'offensive qui s'acheva par la victoire. Aujourd'hui, l'armée des chemises noires, au nom de cette victoire méconnue, se lève pour marcher sur Rome, et que la victoire triomphe du Capitole! Les légions fascistes, princes et triaires, sont mobilisés. La loi martiale du fascisme entre en vigueur. Sur l'ordre du Duce, les pouvoirs militaires, politiques et administratifs que comporte la direction du parti sont assumés par un quadrumvirat qui a reçu un mandat dictatorial.

« L'armée, réserve et sauvegarde suprême de la nation, ne doit pas prendre part à la lutte. Le fascisme renouvelle l'hommage de sa profonde gratitude à l'armée de Vittorio Veneto.

(1) Voir *Militant Rouge* N° 3.

George GROSZ



Après la Guerre Impérialiste : Destin de Combattant !

« Le Fascisme ne menace aucun agent de la force publique. Il se « porte seulement contre une classe de politiciens incapables et faillis, « puisque, au cours de quatre longues années, ils n'ont pas su donner un « gouvernement à la nation. Sache la bourgeoisie productive que le « fascisme veut imposer une seule et même discipline à toute la nation « et favoriser toutes les forces qui servent à son expansion et à sa « prospérité. Les ouvriers des champs et des usines, les employés des « bureaux et des services publics n'ont rien à craindre du pouvoir « fasciste. Leurs justes droits seront protégés. Nous serons généreux à « l'égard des adversaires désarmés, inexorables avec les autres. Le « fascisme en appelle aux armes pour défendre la vie de l'Italie. Nous « prenons Dieu à témoin, et la mémoire de nos 500.000 morts, qu'un « seul désir nous meut, qu'une seule volonté nous rassemble, qu'une « seule passion nous brûle : le salut de la patrie ».

La mobilisation générale des chemises noires était totale au matin du 27 octobre. Du point de vue stratégique, le quadripartit avait divisé l'Italie en trois zones, tenant compte des facteurs politiques et militaires :

I. L'Italie industrielle du nord, le midi et les îles; dans cette zone les tâches des chemises noires étaient exclusivement **défensives**, au nord à cause de l'influence encore forte des partis ouvriers, dans le sud à cause de l'attitude équivoque des autorités (en Italie le midi a été toujours la réserve électorale des partis bourgeois de gauche);

II. L'Italie agraire du nord (la vallée du Pô), les Marches, la Toscane, les Abruzzes; dans cette zone, sûre pour les fascistes, le quadripartit détourna des forces importantes, soit pour les diriger sur des centres plus douteux de la première zone (Milan et Naples), soit comme premières réserves des colonnes qui marchaient sur Rome;

III. Les lignes de chemin de fer qui conduisent de Bologne à Rome et de Pise à Rome, l'Ombrie et le Latium, département de Rome; cette zone constituait la... zone de guerre de la marche sur Rome.

A Zolignone, près de Pérouse, siège du quadripartit, furent massées les réserves générales dont le nombre n'a jamais été spécifié.

Tout alla sans imprévu!

Une proposition de grève générale, lancée par la commission syndicale communiste, tomba dans le vide. S'il y avait eu résistance, même faible, de la part de l'armée et des pouvoirs publics de l'Etat, peut-être les ouvriers des grandes villes auraient-ils pu intervenir, mais, pendant la marche sur Rome, l'« ordre » fut assuré par les forces de l'Etat et les forces fascistes en parfait accord.

Le 28 octobre, dans son journal *Il Popolo d'Italia*, Mussolini exposait ainsi la situation :

« L'Italie fasciste était en grande partie au pouvoir des fascistes. Toute l'Italie centrale, la Toscane, l'Ombrie, les Marches, le Haut-Latium, était occupée par les chemises noires. Les fascistes prenaient d'assaut les **questures** (préfectures de police) et les **préfectures**, ils tenaient les gares et les bureaux de poste, c'est-à-dire les centres nerveux de la vie économique.

Les autorités n'avaient pas été capables de contenir le mouvement, parce qu'un mouvement pareil on ne l'arrête pas, on ne le brise pas.

Notre victoire s'affirmait déjà, avec le consentement presque unanime de la nation. Cette victoire, il ne pouvait être question de la diminuer par des combinaisons de la dernière heure. Pour aboutir à un arrangement avec Salandra, il n'était pas besoin de mobiliser. Le gouvernement doit être fasciste. Le fascisme n'abusera pas de la victoire, mais il la veut intégrale. Il faut que tout le monde s'en convainque. Rien ne peut troubler l'assurance, ni modérer l'élan des fascistes. Les fascistes ont été magnifiques. Leurs immenses sacrifices doivent être couronnés par une victoire pure. Toutes les autres solutions seront écartées. Les hommes de Rome doivent le comprendre, il est temps d'en finir avec un formalisme décrépit mille fois abandonné par eux-mêmes en des occasions moins graves. La crise peut être résolue sans quitter l'orthodoxie constitutionnelle la plus rigoureuse, mais sur le champ. Demain, il sera peut-être trop tard. L'inconscience de certains politiciens de Rome oscille du bouffon au tragique. Qu'ils s'y résignent. Le fascisme veut le pouvoir et l'aura ».

A Milan et à Vérone seulement eurent lieu quelques incidents entre l'armée et les fascistes, mais la prompt intervention des préfets écarta tout danger.

La plus grande confusion régnait alors à Rome dans les milieux officiels : le ministère avait voté, le 27 au soir, à une faible majorité, l'état de siège. L'ordre en fut transmis aux préfets, qui, en majorité, refusèrent d'afficher le décret. Victor Emmanuel, après l'avoir donnée, retira la sanction royale à l'état de siège; cependant l'autorité militaire de Rome faisait enlever les rails du chemin de fer autour de la capitale sur quelques kilomètres de longueur et obstruer les portes de la ville avec des fils de fer barbelés.

De Florence, Pise, Ancône, Sienne, Arezzo, de toute l'Ombrie et des Abruzzes, pendant toute la journée du 27 et la nuit du 28 octobre, partaient par trains spéciaux les légions fascistes, soit en tout une masse de manœuvre de 50 à 60.000 miliciens, divisée en trois colonnes, dont la première était dirigée à l'ouest de Rome, entre Ganta-Marinella et Cerveteri, la seconde au sud, près de Monterotondo, et la troisième à l'est, près de Tivoli.

Le surplus des forces fascistes, qui tenaient leur régions et constituaient la réserve, fournissait au moins 150.000 chemises noires. Mussolini était resté à Milan à la rédaction de son journal. Le soir du 28, il fut appelé à Rome par téléphone pour recevoir du roi le mandat de former le gouvernement. Le matin du 29, il arriva à Rome sans se heurter aux fils de fer barbelés, mais bien reçu avec tous les honneurs. Derrière lui les 50.000 miliciens fascistes firent une entrée triomphale et défilèrent devant le roi. La « révolution » était accomplie.

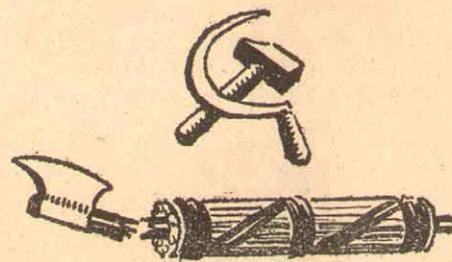
Celui qui, trois ans après, devait devenir le chef de l'opposition libérale au fascisme, le sénateur Albertini, directeur du *Corriere della Sera*, disait, quelques jours après la marche sur Rome :

« Devant le fait accompli, il n'y a pas d'Italien qui ne souhaite que le Fascisme ait bien agi et que les événements, proches ou lointains, lui donnent raison. Il n'y a pas d'Italien qui ne veuille de tout son cœur que l'expérience tentée par l'honorable Mussolini ne soit couronnée par le plus grand succès.

« Malheur au pays, si cette expérience allait échouer! Après tant de destructions, accomplies de tous côtés, par tous les partis, quelle force politique nous est-il restée, en dehors du fascisme, qui soit capable d'agir et de s'imposer? En dehors du fascisme, aucune ».

Il traduisait exactement l'état d'esprit de la bourgeoisie italienne.

Après la crise Matteotti, le sénateur Albertini et ses amis sont passés à l'opposition ouverte contre le fascisme ils en ont espéré la liquidation légale et pacifique, ils ont redouté l'intervention des grandes masses populaires et ils ont fini par renoncer à la lutte. Ils ont compris qu'en dehors du fascisme, « l'ordre » n'a pas d'autres forces réelles en Italie et qu'une fois la succession ouverte, c'est aux masses que le dernier mot appartiendra. La seule crainte du bolchevisme les a rejetés au Fascisme.



La clémence qui compose avec la tyrannie est barbare.

ROBESPIERRE

Comment la Bourgeoisie prépare la Paix

Dans les semaines écoulées l'Italie a apporté quelques modifications à la structure de ses forces armées; la Belgique élabore, au milieu de discussions violentes auxquelles participe l'armée elle-même, un nouveau projet d'organisation de ses forces militaires.

Ces jours derniers le gouvernement français a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de réorganisation de l'armée qui doit être suivi de deux projets de loi sur les cadres et sur le recrutement. Nous aurons à revenir plus longuement sur ce projet de loi; qu'il nous suffise d'y relever quelques points.

Dans ses « dispositions générales » le projet définit le rôle de l'armée bourgeoise; elle doit outre l'instruction et la préparation de la mobilisation assurer « la défense en tous temps des colonies ». Dans ce but une partie de l'armée constituant « les forces d'outre-mer » est affecté à la défense (1) permanente des colonies; d'autre part, les renforts éventuels destinés à réprimer les velléités de libération des colonies constituent les « forces disponibles ». De telles dispositions sont évidemment inspirées, comme l'indique le projet, « par des événements présents dans toutes les mémoires », par les guerres coloniales en cours au Maroc et en Syrie. La bourgeoisie sent bien que la lutte pour la conservation de ses colonies entre maintenant dans une nouvelle phase, mais ce qu'elle ne voit pas, c'est que ses efforts, aussi grands soient-ils, ne pourront être que vains.

Mais l'armée a aussi un autre rôle à jouer dans la défense du capitalisme : elle doit, comme l'indique le projet, dans le paragraphe n° 6 de l'article 3 des Dispositions générales, assurer « en cas d'insuffisance des forces de police le maintien de l'ordre à l'intérieur », c'est-à-dire réprimer les grèves, étouffer dans le sang les sursauts de colère du prolétariat. Mais pour cette besogne les ouvriers et les paysans de France déguisés en soldats ne suffisent toujours pas, ils sont de plus en plus conscients du rôle infâme qu'on veut leur faire jouer, aussi est-il indiqué dans le projet que les troupes coloniales pourront stationner dans la métropole sous la direction « d'un commandant supérieur des troupes coloniales dans la métropole ». Le prolétariat saura déjouer cette manœuvre, il faut que dès à présent il ait conscience du danger qu'il court.

La Marine allemande

Le social-démocrate Dittman vient de prononcer devant la commission d'enquête du Reichstag, chargée de rechercher les causes de la défaite de 1918, un réquisitoire accablant contre les officiers de la marine de guerre du Reich. Il indique dans son discours, largement répandu, dans quelles conditions l'état-major de la marine projetait une grande offensive contre l'Angleterre en dehors du gouvernement du Reich. Le but de cette offensive devait être de susciter la rupture des négociations engagées par le chancelier Marx de Bade, Dittman montre

quel était à ce moment l'état d'esprit des marins : « Dans le cadre étroit de la vie de bord, écrit-il, le contraste entre la vie misérable des hommes et l'existence large et même somptueuse des officiers apparaissait plus riant encore que dans l'armée de terre. En outre, l'inactivité forcée des escadres, immobilisées dans les ports allemands avait encore; après cinq années de guerre, la nostalgie des marins emprisonnés dans leurs casemates d'acier, cet état d'esprit des équipages permet de concevoir l'intérêt passionné avec lequel ils suivaient tous les événements politiques susceptibles de mettre fin à la guerre. »

Aussi la rébellion des équipages donna-t-elle le branle à la révolution de 1918; la répression fut féroce, plusieurs matelots furent fusillés, mais elle n'empêcha pas les marins de participer activement au mouvement insurrectionnel qui entraîna à sa suite les masses arriérées du Reich. La marine a montré ici encore qu'elle était à l'avant de la Révolution.



Bibliographie



N. LENTZNER. — La Révolution de 1905 (Librairie de l'Humanité) — Les causes de la Révolution — Ses principales étapes — Les raisons de la défaite — Son importance historique, c'est-à-dire ses conséquences directes et indirectes, sont succinctement, mais clairement exposées. — L'annexe renferme une adresse de l'organisation de combat près le « Comité moscovite du Parti Social-démocrate ouvrier russe » aux ouvriers insurgés, avec des instructions tactiques importantes sur le combat de rue, pour réduire au minimum les pertes.

G. PÉRI. — Genève et Locarno (Librairie de l'Humanité).

Deux parties : la constitution de la Société des Nations et le caractère de ses principales interventions. L'historique du problème de la sécurité depuis Versailles jusqu'à Locarno et l'analyse détaillée du Pacte. C'est, en somme, le bilan de la Société des Nations.

La simplicité et la clarté caractérisent cet essai de vulgarisation des problèmes complexes qui agiterent le monde politique dans les dernières années — et dont la connaissance est indispensable à tous les militants.

A NOS LECTEURS

Nous donnons avec joie à nos amis la nouvelle que l'ancien Combattant de la Commune, connu et aimé de tous les travailleurs de France, le camarade Camelinat, est Directeur du Militant Rouge.

Camelinat parmi nous, c'est l'expérience vivante d'une Révolution enrichissant l'œuvre de préparation des luttes prochaines et l'affirmation de ce que nous devons aux enseignements de toutes les tentatives héroïques d'émancipation du prolétariat.

LA RÉDACTION.



SOMMAIRE DES NUMÉROS 1, 2, 3 & 4

Marxisme et Insurrection

MARS. — Le siège et la reddition de Vienne (2) — ENGELS : Les batailles de rue en juin 1848 (1). Théorie de la violence (4) — LÉNINE : Lettre au Comité central du Parti social-démocrate de Russie (bolchevik) (1). La révolte de Moscou en 1905 (1). Conseils d'un étranger (3) — BLANQUI : Avis au Peuple (3) — JAURÈS : L'armée, instrument de la bourgeoisie (2) — VALDIÈRE : L'Histoire des Insurrections et l'armement du prolétariat (2) — PIERRE RAYMOND : Marine et Révolution (2-3).

Marxisme et Insurrection

PIATNICKI : Les cheminots pendant la Révolution d'octobre (1) — BELA-KUNO : La chute de la dictature en Hongrie (1) — X. X. X. : L'affaire du Voronets (1) — X. X. X. : Critique sur la lutte dans la Ruhr au moment du putsch de Kapp (1) — WARTCHAFT : La destruction des centuries prolétariennes en Thuringe (2) — G. LAGRANGE : L'insurrection bulgare (3-4) — M. HOUSSAIS : Jean-Baptiste Carrier, Représentant du Peuple aux Armées (4).

L'Impérialisme et les Peuples Coloniaux.

X. X. X. : Le prolétariat français et la guerre du Maroc (1) — LABAÏROU : La guerre du Maroc (2-3-4). La situation en Syrie (2-3-4) — ALAIN CÉVAER : La Chine (4).

Le Fascisme.

NOGÉ : Le Fascisme en France (2-3-4) — SCAPA : Comment opèrent les fascistes (1). La Milice fasciste (2). La Marche sur Rome (3) — P. LUGAR : Les anciens combattants et le fascisme (1-2-3-4).

RÉCITS, POÉSIES, HORS-TEXTES ET ILLUSTRATIONS

Le Gérant : JOLLIVET.



: L'ÉDUCATRICE :
16, Cour des Petites-Écuries
PARIS - X^e